

tribune

socialiste

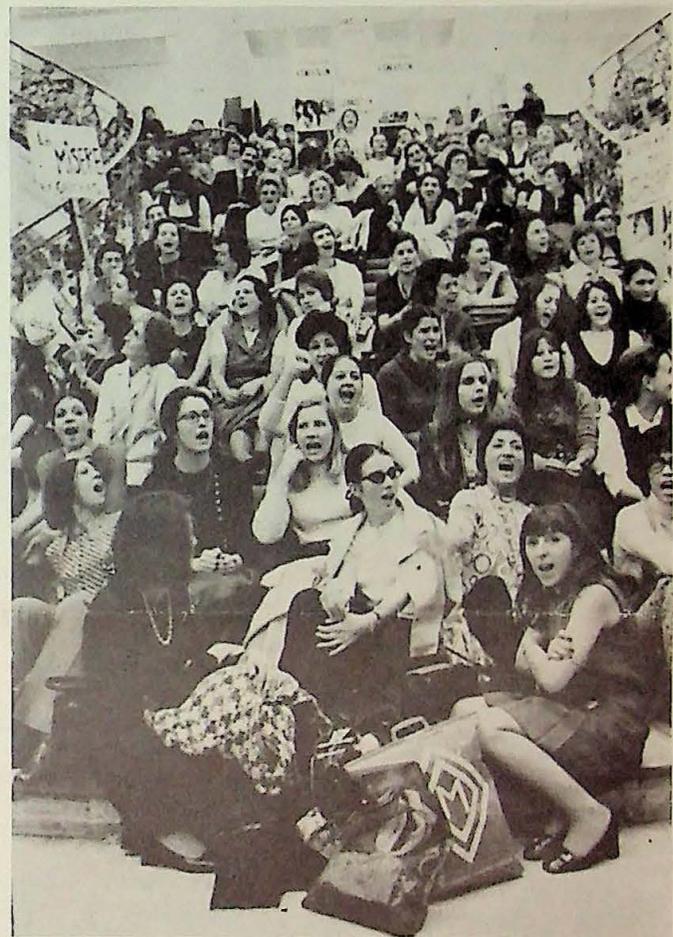
HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 470, 1,50 F
JEUDI 29 OCTOBRE 1970



**Pour la victoire
des grévistes**



BAROU



**Unité et
démocratie
à la base**

Au sommaire

Québec

Manuel Bridier (dans «T.S.» n° 464) avait défini la position du P.S.U. par rapport à l'action entreprise par le F.L.Q.

Malgré nos désaccords sur la tactique suivie aujourd'hui par cette organisation, nous affirmons notre solidarité avec la lutte d'indépendance nationale menée par les travailleurs et les intellectuels québécois.

C'est pourquoi « Tribune » présente un dossier d'information sur la situation au Québec et sur les perspectives des socialistes québécois.

Ce dossier a été réalisé en grande partie par des militants québécois vivant à Paris et appartenant à différents groupes révolutionnaires de leur pays.

Ainsi aurons-nous contribué à l'information sur la lutte populaire d'indépendance du Québec, partie intégrante de l'ensemble des luttes anti-impérialistes du monde. (Pages 12 à 14.)

Répression

M. Marcellin défend sa police avec vigueur et c'est sans plaisir qu'il voit l'initiation à la riposte se faire dans les salles obscures (voir l'article d'Alain Moutot en page 5). Les militants révolutionnaires ne sont plus seuls à dénoncer la montée de la répression. Des ingénieurs s'en mêlent (page 6). Imperturbable, M. Marcellin a choisi de répondre par une action accrue, comme en témoigne l'affaire de Lyon (page 4). M. Marcellin serait-il au-dessus des lois, des juges. Mais ces juges... On lira l'interview exclusive que Henri Leclerc a donnée à « Tribune » (Page 6). Devant cette escalade, il n'est que temps que se développe sur des bases claires le « Secours Rouge ». Marc Heurgon explique pourquoi en page 8.

Grèves

Les minijupes des vendeuses de Carrefour, les gueules noires de Merlebach, les casquettes des facteurs, des instruments bien différents mais qui concourent tous aux profits du patronat. Des conditions de travail difficilement comparables mais des luttes qui se mènent autour des mêmes problèmes. Modernisation, productivité, rendement sont ici mis en cause par tous les travailleurs. Jacques Ferlus et toute l'équipe de politique sociale de « Tribune » ont mené leur enquête sur ces conflits. Ils disent en quoi les mots d'ordre mis en avant se rejoignent. (Pages 17 à 19.)

TRIBUNE CULTURELLE

Le métro fantôme

de Leroy Jones (à Lyon)



Théâtre

En province :

A Caen : *L'Infâme*. La plus grande pièce de Roger Planchon, remarquablement montée par lui. Un bien joué politique. L'Eglise atteinte tout entière par le crime du curé d'Uruffe, assassin de sa maîtresse et de l'enfant qu'elle portait, acquiert un regain de puissance en faisant prendre en charge symboliquement l'infamie du prêtre par la communauté des fidèles. (Cf. « T.S. » n° .)

A Charleroi : *Bérénice* de Racine (mise en scène R. Planchon). Les 30 et 31.

A Paris :

La grande enquête de François-Félix Kulpa de X. Pommet (mise en scène : A. Vitez), ancien spectacle de préau d'école qui se joue sans moyens (trois bancs, des costumes de ville) et mélodrame pour bandes dessinées. Bourgeois et ouvriers sont figurés à grands traits comme dans la presse à sensation. Si le Parti communiste, qui a abandonné un des siens, accusé — faussement — de meurtre, est toujours incriminé, les ironies sur la vie du parti ont été gommées depuis que, de représentation proposée en milieu ouvrier homogène et supposant la discussion après séance, le spectacle est entré dans le circuit commercial. Intéressant, il ouvre

sur un renouvellement des moyens théâtraux. Cité Internationale (Galerie), 21, bd Jourdan, Paris 14^e.

Georges Dandin de Molière (mise en scène J.-P. Roussillon). Le souvenir du *Dandin* de Planchon flotte ici. Mais Robert Hirsch joue tout seul — remarquablement d'ailleurs. Les autres rôles rendent sensible l'absence d'une véritable conduite de scène. (Comédie Française.)

Marie Tudor, de Victor Hugo (mise en scène : Georges Werler). Le mélodrame au naturel. Plus de jeunesse dans la distribution, d'élan dans le mouvement scénique auraient aidé à s'intéresser à des situations souvent fortes. (Tep. 636.79.09.)

Livres de théâtre

Alice au Jardin du Luxembourg de Romain Weingarten. Un beau texte auquel la mise en scène de l'auteur, au théâtre des Mathurins, n'ajoute rien — sinon un numéro Michel Bouquet fort réussi. Comment se débarrasser d'une mère insupportable et tenter de cerner un gros homme enfermé dans un œuf qu'on s'efforce de prendre pour son père ? Le rêve permet tout, et, dans la seconde partie de la pièce, la cocasserie du dialogue (Christian Bourgeois éditeur.)

La ronde de la race blanche autour de la race noire. Le temps d'un trajet de métro, la blanche Lulla tente de faire sortir un jeune noir de sa réserve. Elle a tant besoin qu'on l'aime. La pièce est d'abord cette remarquable roue de la séduction, Chantal Darget jouant en virtuose de toutes les ressources de sa voix, enjôleuse, suppliante, effrénée, hautaine, retrouvant le ton de commandement de sa race, ou familière, cassée net par le doute, le personnage apprenant, sous le regard du « nègre », le mépris de soi.

C'est aussi, pour le noir, la découverte de la haine, mieux, son accouchement. L'étonnante mise en scène d'Antoine Bourseiller consiste à enlever devant nous les enveloppes derrière lesquelles elle se tenait tapie, enveloppe de la politesse, et celle, plus tenace, de la prudence, dont le noir depuis des siècles s'est fait une carapace. Un moment vient où le noir, au péril de sa vie, revendique sa différence. Pour Leroy Jones, écrivain noir, le temps de la non-violence est terminé. C'est sa race qu'il entend désormais aider à s'affirmer contre les valeurs blanches.

(Théâtre du VIII^e, 8, avenue Jean-Mermoz.)

Films à voir et à revoir

Le reptile

Avec Kirk Douglas, Henry Fonda.

Le dernier Mankiewicz. Dans la fosse aux serpents de la société bourgeoise, la victoire appartient au plus venimeux. Une mise en cause jusqu'à l'absurde de l'esprit de profit, des bons sentiments et même du réformisme. Le tout dans le cadre d'un western, comme-si-on-y-était.

Règlement de comptes

Avec Glenn Ford, Lee Marvin.

Un ancien Fritz Lang étonnamment moderne dans la dénonciation de la compromission policière avec les gens du pouvoir. A rajouter obligatoirement au dossier répression. (Voir à l'intérieur.)

Le cercle rouge

Un metteur en scène : J.-P. Melville, samouraï solitaire de la pellicule, membre de la commission de censure. Mi-réactionnaire, mi-conscient. Capable de constats objectifs.

Une interprétation passionnante d'un acteur inoubliable : Gian Maria Volonte.

tribune

socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot

Comité de Rédaction

Jean-Louis Auduc, Henri Belay, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire.

Maquette
Claude Picart

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction - Administration

54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)

Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

REGIE PUBLICITAIRE M.S.B. Conseil

141, boulevard de Sébastopol
PARIS (2^e) - Tél. : 236-61-84
Com. Parit. n° 37.392

Abonnements

6 mois 22 F
1 ans 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

S.A. Imprimerie Editions Morlamé,
61, rue du Fg-Polssonnrière, Paris 9^e

Les documents-photo insérés dans ce numéro ont été fournis par les agences suivantes : A.F.P. - A.G.I.P. - NICOLAS TREATT - COLLOMBERT, ainsi que pulsées dans nos archives personnelles.

Le présent numéro est tiré
27 000 exemplaires

La mort des "politiques"

Serge Mallet

L'un des grands mérites du P.S.U. dès sa formation fut d'analyser l'avènement au pouvoir du gaullisme comme la conséquence d'un changement des formes de domination politique de la bourgeoisie française, et non comme une « aventure personnelle ». L'éclipse de la « démocratie représentative » ne faisait qu'exprimer l'affaiblissement du rétrécissement du poids économique et social de ces fameuses « classes moyennes » sur lesquelles reposait le mécanisme de la démocratie parlementaire.

Le départ du général de Gaulle n'a, contrairement à ce que pensaient certains nostalgiques de la IV^e République, rien changé à ce processus. Le système parlementaire continue de décliner. Les véritables conflits, les véritables arbitrages se font désormais ailleurs. Le Conseil du Patronat français, un C.N.P.F. débarrassé de l'influence des petites et moyennes entreprises, intervient directement comme force *politique* sur l'opinion publique. Le pouvoir exécutif n'arbitre plus entre les couches inférieures de la bourgeoisie et les grands monopoles, mais se met officiellement au service de ceux-ci. Mieux même, il feint de ne plus intervenir dans le débat économique et social, abandonnant aux « partenaires sociaux » syndicats et patrons, le soin de trancher leurs conflits. Dans toutes les grands décisions du régime Pompidou — la dévaluation, la relance de la concentration des entreprises, l'abandon des orientations « dirigistes » qui subsistaient dans le VI^e Plan et le choix du « capitalisme à la japonaise l'ouverture sans limite aux capitaux étrangers et la possibilité pour le capitalisme français d'investir hors de la zone-franc, la politique d'intégration des syndicats et le développement de la répression policière — le Parlement n'a pratiquement eu qu'à entériner, quand même il a été consulté.

L'intérêt manifesté par l'opinion pour le tête-à-tête télévisé Ségué-Ceyrac est caractéristique de ce « déclin du politique » au sens traditionnel du terme.

Cette situation n'est pas propre à la France ; l'Italie fait l'expérience d'un pays qui n'a pas eu de gouvernement depuis un an. Le conflit qui se développe en Angleterre, entre le pouvoir conservateur et les syndicats, passe directement par l'affrontement dans les usines et les grandes villes et non par le vieux Parlement. Les crises qui secouent l'Irlande du Nord, le Québec, ne sont pas de nature « parlementaire ». Pour ne pas parler des U.S.A. où, depuis longtemps, le Congrès n'est plus le centre des véritables décisions.

Cela ne veut pas dire que la société capitaliste développée est condamnée à l'affron-

tement brutal et rigoureux des possédants et des exploités, qu'elle ne secrète pas d'autres mécanismes « récupérateurs », d'autres formes d'arbitrage entre les diverses composantes de la classe possédante comme d'autres moyens de corrompre ou de duper certaines fractions des classes exploitées. Simplement, ils ne sont plus les mêmes, le bureaucrate syndical remplace le notable de jadis, les groupes de pression socio-économique se substituent aux partis de type libéral.

La définition du champ de la lutte de classe doit partir de ce constat : c'est faute de le faire, que les partis de la social-démocratie traditionnelle perdent peu à peu toute crédibilité. Le « Nouveau » Parti Socialiste a eu beau mettre quelques guirlandes en néon sur sa vieille façade, son dernier Conseil national a donné l'image d'une formation passéiste, reflet de couches sociales et de formes de vie broyées par le capitalisme moderne. L'attachement du P.C. aux formes électorales part, lui, d'une toute autre analyse : ce n'est pas parce qu'il est devenu un parti électoraliste que le P.C. est devenu réformiste. C'est parce qu'il a admis le principe d'une longue cohabitation avec le pouvoir capitaliste, qu'il feint d'attacher une belle importance aux formes électorales de la démocratie.

Nous savons tous, depuis mai 68 au moins, que les possibilités d'une destruction du système capitaliste ne passe pas par la vieille voie de la conquête d'une majorité parlementaire.

Le P.S.U., pour sa part, faisait cette analyse, en choisissant une « stratégie sociale », en lançant ses campagnes sur le contrôle ouvrier dans les entreprises et le cadre de vie. Jamais la combativité ouvrière et paysanne n'a été aussi forte. Depuis deux ans, il n'est aucune branche de la production ou des services qui ne soient touchées par des mouvements d'une dureté exemplaire et d'un taux de participation très élevé. La combativité manifestée ces derniers mois par les ouvrières du textile ou les vendeuses des Grands Magasins, secteurs traditionnellement atones, prouve que la contestation ouvrière est sortie des grandes usines de l'industrie moderne où elle est restée concentrée même en mai-juin 68 pour gagner des secteurs traditionnellement peu propices à la lutte. L'essentiel des luttes ont des objectifs de contrôle qui mettent en question le pouvoir capitaliste dans l'usine.

Mais, en France comme en Italie, comme dans les autres pays capitalistes avancés, cette combativité ouvrière bute sur l'absence de coordination des luttes, l'absence d'une stratégie unifiante.

Ni les syndicats, peu adaptés encore à dépasser à la fois la revendication salariale et la pratique négociatrice, ni les partis politiques « de gauche », et pas davantage les groupes qui n'entendent que reconstituer des formes d'organisation anciennes, ne sont en mesure d'assurer cette coordination des luttes.

En un mot, il ne suffit pas de dire et répéter comme on l'a trop fait ces temps-ci : il faut un parti révolutionnaire pour conduire les luttes révolutionnaires, encore faut-il décider de quelle nature sera ce parti.

Seul un parti qui ne décide pas de l'extérieur la stratégie des luttes ouvrières, mais l'élabore du dedans, agissant à l'intérieur du mouvement des masses, faisant constamment le lien entre la pratique vécue des luttes et la nécessité de les réinsérer dans une stratégie plus globale, est l'instrument intellectuel nécessaire. Tout le monde admettra que, le P.S.U. lui-même, où, à travers les sections locales, se perpétuent des formes d'organisation mieux adaptées à la lutte électorale qu'à la conduite de l'action des masses, n'est encore que partiellement une image de ce parti-là. La décision de la D.P.H. de donner la parole, à travers la préparation du Conseil national, aux secteurs ouvriers et agricoles du parti, de leur donner l'initiative de la préparation du programme d'action et d'associer, à travers les conférences régionales, des militants ouvriers et paysans qui, sans être membres du parti, ont assumé la direction des luttes populaires, est, non un événement interne mais un événement politique essentiel : elle vise à sortir la réflexion politique du cadre désormais périmé des institutions politiques pour la situer dans la vie des masses en lutte. Elle doit contribuer à modifier la nature sociale de la prise de décision dans le parti lui-même, donner la priorité à la réflexion dans l'action sur le bavardage pseudo-théorique.

Mais elle est aussi le début, l'une des amorces possibles de la construction du Mouvement politique de masse, assurant l'encadrement des luttes économique-sociales actuelles : car la caractéristique des luttes sociales d'aujourd'hui est précisément qu'en s'attaquant au pouvoir de décision du capitalisme dans l'entreprise et dans la cité, elles débouchent sur l'affrontement politique avec le pouvoir.

C'est à ce niveau que les distinctions artificielles entre parti et syndicat se résoudront celui d'une organisation de masse rejetant le syndicalisme de négociation, une organisation politique se bâtissant à travers les luttes de masse, résoudront dans la pratique.

Où est l'illégalité, M. Marcellin ?

M. Marcellin peut bien défendre sa police avec vigueur. Les militants révolutionnaires ne sont plus seuls, maintenant, à dénoncer la montée de la répression. M. Mitterand s'indigne, à l'Assemblée, des saisies de journaux et des interpellations de vendeurs. M. Roland Leroy dénonce « l'application abusive de l'article 42 du Code Pénal » qui entraîne la privation des droits civils, civiques et de famille pour les condamnés. Unanimes, pour une fois, tous les syndicats de journalistes s'en prennent vivement à M. Marcellin, réclamant « l'utilisation de leur droit de critique, la police n'étant tout de même pas, comme le rappelle le ministre lui-même au-dessus des lois ». Les mêmes syndicats considèrent « comme une atteinte aux libertés publiques l'arrestation de vendeurs de journaux lorsque ces journaux n'ont fait l'objet d'aucune interdiction ou d'aucune saisie judiciaire ».

Imperturbable, M. Marcellin a choisi de répondre à cette levée de boucliers par une répression accrue. Mercredi 21 octobre à Lyon, Victor Fremeaux, secrétaire fédéral P.S.U. et membre de la D.P.N., est arbitrairement appréhendé alors qu'il attendait des camarades pour distribuer un tract du « Secours Rouge ». A l'issue de son séjour au commissariat de police, il a déposé trois plaintes contre M. Marcellin, dont on lira ci-dessous les motifs édifiants.

Le lendemain, au Havre, c'est le maire-adjoint, Louis Pointier, et un conseiller municipal, Paul Reguer, tous deux membres du P.S.U., qui sont arrêtés pour avoir distribué « La Cause du Peuple ». Sous l'habituel prétexte de la « vérification d'identité », ils sont détenus plusieurs heures et leur domicile est perquisitionné. « Ils ont enfreint délibérément la loi », rétorque M. Marcellin. Laquelle ? M. Marcellin, lui, enfreint délibérément depuis des mois, ces deux principes fondamentaux de notre Constitution : la liberté d'expression et la liberté d'association. Serait-il au-dessus des lois ? Dans ce cas, qu'il cesse de les revendiquer pour couvrir sa grande croisade contre la liberté ? Gageons qu'il mettra moins d'ardeur à faire respecter la loi quand il s'agira de rechercher les cambrioleurs du siège national du P.S.U.

A l'appel du comité départemental du Secours Rouge du Rhône, je me suis rendu, mercredi 21 octobre, à 18 h 30, devant le centre commercial de la Duchère pour participer à la distribution d'un tract relatant l'intervention de la police dans ce quartier, la veille, au cours de laquelle des policiers en civil ont usé de leurs armes en cherchant à arrêter les colleurs d'affiches du Secours Rouge et du P.S.U.

Flânant seul dans le centre commercial en attendant les camarades, je fus abordé par un policier en civil qui, après m'avoir demandé mes papiers, me conduisit au poste de police « pour un contrôle d'identité ».

En descendant au poste, je fus témoin d'une scène de brutalité insoutenable de la part de quatre policiers en civil à l'égard d'un jeune à terre, qu'ils faisaient descendre dans un escalier à coups de pied et en le tirant par les cheveux.

Je fus conduit dans une pièce fermée au sous-sol qui fut remplie bientôt de vingt-trois personnes, jeunes et adultes, passants ou membres du Secours Rouge, tout cela avec une extrême brutalité. L'un d'eux fut traité de « sale Arabe ».

Après un assez long temps d'attente, les policiers en civil et en tenue, conduits par un commissaire, vinrent chercher deux jeunes l'un après l'autre en les brutalisant. Comme je protestais pacifiquement et les mains dans les poches contre ces brutalités, je reçus pour toute réponse des coups et un coup de poing très violent dans la figure de la part d'un commissaire qui déclara : « Tu verras, tout à l'heure. »

Ceci est l'objet de ma première plainte.

Les personnes furent emmenées par petits groupes et je fus contraint par des policiers et ce commissaire à rester dans la pièce. Ils me jetèrent à terre et me rouèrent de coups de pied et de poing sur le corps et sur la tête. J'ai fait établir un constat médical (œil au beurre noir, contusions, etc.).

Ceci est l'objet de ma deuxième plainte.

- Je fus transféré au poste de police de la rue Molière où soixante-dix personnes environ étaient rassemblées, parmi lesquelles des travailleurs, des étudiants, des professeurs, un pasteur.

Des policiers en civil inscrivaient les identités sur des registres. Déclinant mon identité de membre de la Direction politique nationale du P.S.U. et de secrétaire fédéral, je réclamai une entrevue avec le commissaire principal pour l'informer des faits et lui demander les raisons de ce transfert et de ce prolongement du contrôle d'identité, ainsi que de l'absence des deux jeunes qui avaient été enlevés sous mes yeux par la police dans les locaux de la Duchère.

Le commissaire responsable de la salle m'affirma qu'il avait transmis mais qu'on refusait de me recevoir.

Après une heure d'attente debout, les policiers installèrent leur matériel pour établir des fiches anthropométriques : appareils photo, matériel pour empreintes. J'intervins en faisant observer au commissaire que cela était illégal lors d'un simple contrôle d'identité. Après consultation de ses supérieurs, il donna l'ordre de suspendre l'opération.

Nos cartes d'identité nous furent rendues. Aucune réponse ne fut donnée à ma demande d'explication sur la durée et les motifs de notre détention.

Vers 22 heures, je fus appelé par trois policiers en civil qui me conduisirent dans la cour non éclairée. Ils me menacèrent de mort en m'intimant de « m'écraser », après avoir affirmé contre toute vérité que j'avais menacé de mort un de leurs collègues. Je fus giflé violemment par l'un d'eux et bousculé brutalement, puis ramené dans la salle.

Ceci est l'objet de ma troisième plainte.

Nous fûmes finalement relâchés vers 2 heures du matin...



Communiqués du Bureau National

● La répression s'aggrave chaque jour. Louis Pointier, adjoint P.S.U. au maire du Havre, et plusieurs militants, ont été arrêtés en vendant « la Cause du peuple », puis perquisitionnés dans des conditions douteuses. A Lyon, le secrétaire fédéral du P.S.U. a été arrêté arbitrairement, menacé de mort et brutalement frappé par des policiers, comme en témoignent plusieurs certificats médicaux.

M. Marcellin ne se sent plus. Il accumule les illégalités, étouffe les libertés. Ses déclarations les plus récentes sur des attaques soi-disant injustifiées de la presse contre la police ne peuvent donner le change. C'est lui le coupable : pour tous les Français, il est devenu l'ennemi public de leur liberté : Marcellin, démission ! Marcellin, à la porte !

● Dans la nuit de samedi à dimanche, les bureaux du secrétariat général du P.S.U. ont été cambriolés. Les portes fracturées, une partie du fichier renversé, du courrier volé, des papiers répandus partout : on a voulu intimider le P.S.U. et rechercher des documents qu'on voudrait compromettants. Plainte a été déposée auprès du commissariat le plus proche, mais tout laisse à penser que la police ne retrouvera pas les voleurs. Après les arrestations de militants P.S.U. à Lyon et au Havre, après une série de coups de téléphone menaçants, ce ne sont plus seulement les militants révolutionnaires mais leurs organisations qui deviennent la cible des opérations de type fasciste.

Éditions du P.S.U.

PACTE ATLANTIQUE
ET
IMPERIALISME

L'exemplaire : 1,50 F

Par 10 exemplaires minimum : 1,20 F l'exemplaire

EN VENTE à la librairie Tribune Socialiste,
54, bd Garibaldi - PARIS 15^e)

C.C.P. 58 26 65 Paris

La police en salles obscures

Alain Moutot

En matière de films policiers, le cinéma commercial qui ne s'encombre pas de nuances a fini par nous habituer à une sorte de jeu dont les règles fixées d'avance sont en quelque sorte immuables. Une police donnée par définition comme pure et dure, bras séculier du bon droit et de la justice inflexible dans sa probité, inaccessible au moindre doute quant à son utilité ou à son rôle. La dépositaire de l'ordre s'occupe interminablement d'une chasse aux truands, présentés comme les sempiternels empêcheurs de tourner en rond d'une bonne société, des êtres socialement dangereux humainement et moralement horribles. C'est un genre précis de films... la série Noire dans lesquels les ressorts psychologiques des personnages s'appuient sur le récit d'aventures brutales et hors du commun. L'identification au héros a pour résultat outre de défouler le spectateur — consommateur — de sentiments inavoués, de continuelles soumissions, mais surtout de l'égarer dans un décor de marionnettes, un monde à part, de le distancer en fait par rapport à lui-même. On était prévenu. Toute ressemblance fortuite avec la réalité n'était que pure coïncidence dont le metteur en scène mettait grand soin à s'excuser.

Bien sûr, fuyant ces incongruités, le cinéphile peut se retourner vers un cinéma d'auteur ou certains films étrangers, un monde plus réel y est présenté avec ses règles, sa morale, son code de vie. Mais ces films dits policiers se transfiguraient en un plaidoyer sur les mobiles, la solitude, le malheur du truand changé en héros. De toute façon, ce monde reste aussi mystérieux que celui de la police... deux univers parallèles paraissant isolés du nôtre, dont la rencontre ne se termine que par la destruction du premier et de fait l'impact populaire de ces films est resté hors de proportions avec les intentions affichées de leurs auteurs (*One plus One*, de Godard).

Le lien entre un cinéma intelligent et militant et un cinéma assimilable par tous, a pu sembler jusqu'à présent rompu. Deux films sortis récemment tiennent la gageure de traiter, indirectement peut-être, de l'organisation policière elle-même tout en obtenant un succès indiscutable auprès du grand public. Il s'agit de *Un Condé* d'Yves Boisset et d'*Enquête sur un citoyen au-dessus de tout soupçon*, de l'Italien Elio Pietri.

Les mauvaises fréquentations

Les deux films s'arc-boutent sur des enquêtes policières où le principal intéressé est l'enquêteur lui-même. C'est donc par la bande, par l'intermédiaire d'un cas particulier que nous pénétrons dans cette grande maison que constitue la police. Le Condé est un policier qui à maintes reprises a ruc dans les brancards du règlement mais ces actes d'indiscipline étaient surtout retournés contre ses supérieurs hiérarchiques. Or cet homme d'apparence calme, interprété avec beaucoup d'intelligence par Michel Bouquet en arrive par son comportement à imiter et à dépasser les truands : fabrique de toutes pièces d'alibis, de fausses preuves, de faux témoignages, pour lui l'extorsion de l'aveu n'est plus qu'une question de moyens et à ces moyens, il sait y recourir. Il est de ceux qui manipulent avec dextérité le droit sans quitter une légalité de façade.

A force de les fréquenter on sait ce que le flic est : un truand. Les raisons de son action sont parfois différentes de celles qui meuvent ceux qu'il poursuit ; elles se rejoignent souvent : le service de la politique du pouvoir avec d'autres moyens. A ce titre le règlement de comptes du début au milieu des poubelles et des débris prend valeur de symbole.

Le Condé n'est pas aux dires de son jeune réalisateur, un film vulgairement anti-flics. Et en effet, un ami du Condé (Bernard Freson) est sincère dans sa conviction qu'une police non pourrie doit pouvoir exister mais il est tué dès le début. De même le mobile du policier : venger la mort de son ami peut limiter la portée de la dénonciation à un exemple très particulier. Mais Yves Boisset d'ajouter : « Ce n'est pas l'individu Favennin-Bouquet qui est condamné, c'est un système policier qui oblige à recourir à des méthodes de criminels pour combattre les criminels... Dans ce système pourri et compromis de la base au sommet il échoue. Sa soif de justice le pousse jusqu'à être châtié lui-même. » Le système policier ne pourrait être remplacé en fait sans remplacer la société.

La maladie de l'exercice permanent de l'autorité

Le commissaire de police de « l'Enquête sur un citoyen » sévit à Rome, se fait appeler « dottore ». Il a tranché la gorge de sa maîtresse avec une lame. Là aussi, il n'y a pas de restriction du sujet à un cas pathologique.

Certes, c'est un grand vicieux, obsédé par son impuissance sexuelle, sadique. Mais la mise en cause du système policier italien et de la société italienne tout entière n'en est pas moins tranchante. La société qui a permis à un tel individu d'être porté au commandement supérieur est détraquée. Le « dottore » joue avec volupté de sa situation. Ivre de pouvoir et de puissance, il se sent comme en suspension dans ce vide légal et judiciaire. Ainsi il sème à profusion des indices pour tester ses subordonnés qu'il traite en esclaves. Tout ramène à celui qui fait l'enquête et personne n'aura l'idée de le confondre. C'est la jouissance suprême. Dans un décor décadent à la D'Annunzio, la première partie du film est conduite avec une maestria espoustouflante sur un fond musical pertinent d'Ennio Morricone. Il faut voir cet apprenti « duce » relever le menton, parler haut au micro et aimant s'entendre parler « de la répression, vaccin qui sauvera la civilisation ». Promu du bureau des homicides à la section politique, il se fait l'apôtre de cette répression, défenseur acharné de l'exploitation bourgeoise fasciste. Avec le même plaisir sadique il va de tables d'écoute en raffles, de perquisitions en tortures inquisitoires chasser le gauchiste pour accuser l'un d'eux de son propre forfait.

L'explication du comportement professionnel de ce flic renvoie en fait à la structure même de la démocratie libérale italienne qui s'accoquine très bien du fascisme. Le commissaire en arrivera à se livrer à ses collègues et supérieurs qui dans une stupéfiante contre-enquête le laveront de tous soupçons pour permettre son retour au bercail policier. Le caractère onirique de cette dernière scène, désamorçage en partie l'accusation percutante contre l'ensemble du corps de la police. De même, des prétentions esthétiques gratuites essoufflent un peu le dynamisme et le crescendo de la progression dramatique. De toute manière, il y a une formidable performance d'un acteur dont il faut retenir le nom : Gian Maria Volonté, inoubliable « terroriste » de Francesco di Bosio.

Il y va du cinéma policier comme du western ou de tout autre genre au cinéma : ils peuvent être des cadres, des enveloppes, des véhicules, qui permettent au réalisateur de développer d'une manière intéressante non pas des vieux clichés mais des problèmes fortement intégrés dans le réel et ne déroutant pas le grand public. Ce ne sont pas des documents, des modes d'emploi, des petits livres d'action politique. Ils peuvent cependant constituer une excellente initiation.

La répression
La justice
Les juges
Les procès
Les masses
Les prisons

« Tribune socialiste » : Où en est actuellement la répression judiciaire après le procès Geismar ?

Henri Leclerc : La répression judiciaire se manifeste sous plusieurs aspects différents. Il y a d'abord la répression quotidienne, celle qui frappe les vendeurs de journaux, les distributeurs de tracts, les manifestants. A travers la France entière, de nombreuses condamnations sont prononcées par les tribunaux de flagrant délit, de nombreuses inculpations ont lieu, toutes les semaines, pour rébellion, violences à agents, port d'armes, etc. Il y a ensuite la répression qui frappe les moyens d'expression de la gauche révolutionnaire. Ce sont les inculpations de directeurs de journaux (« Vive la révolution », « L'Humanité rouge », « L'Idiot international »...), ainsi que les distributeurs de tracts poursuivis pour le contenu de leurs tracts. Cette répression de nature politique, mais qui reste de la compétence des tribunaux ordinaires, va des plus infimes poursuites (défaut de nom d'imprimeur) aux poursuites contre Le Dantec, Le Bris ou Geismar. Enfin, dernier volet de la répression judiciaire, les poursuites devant la Cour de sûreté de l'Etat pour reconstitution de ligue dissoute ou bien pour divers crimes et délits en relation avec une activité politique (attentat d'Hénin-Liétard).

« T.S. » : Est-il possible d'espérer quelque chose de la justice ?

H.L. : L'indépendance du pouvoir judiciaire est un mythe auquel personne ne croit plus depuis longtemps. Il y a une tradition de complaisance à l'Etat du pouvoir judiciaire qui ne s'est pratiquement jamais démentie. Il est difficile d'oublier que la totalité des magistrats, à l'exception d'un seul, prêtèrent serment à Pétain avant de devenir les auxiliaires implacables de l'épuration. Pour garantir l'indépendance des juges, de nombreux textes prévoient que ceux-ci sont inamovibles, cela veut dire qu'ils ne peuvent être déplacés contre leur volonté. Mais n'oublions pas que c'est Napoléon qui a organisé le système judiciaire actuellement en place. Très habilement, il a su organiser une justice très dépendante du pouvoir central. D'une part, le corps des magistrats est extrêmement hiérarchisé. La base est très large et la tête très réduite. Si le juge est inamovible, son avancement dépend du pouvoir et l'Histoire a démontré que les juges politiques avaient toujours un avancement extrêmement rapide. Par ailleurs, dans la justice française, ce sont des magistrats qui représentent le gouvernement. Le parquet, c'est-à-dire les procureurs, les substituts, les avocats généraux... est, bien sûr par principe, aux ordres qu'on lui donne. Mais les juges peuvent indistinctement être nommés juges au siège ou juges au parquet. Quand on a pris l'habitude d'obéir au parquet, il est difficile de devenir un juge du siège totalement indépendant du parquet.

CHAQUE
SEMAINE
LISEZ

**Tribune
Socialiste**

« T.S. » : Puisqu'il n'y a rien à espérer du pouvoir judiciaire, pourquoi avoir terminé la plaidoirie dans l'affaire Geismar par un appel à la révolte des juges ?

H.L. : Il y a des réactions dans la magistrature. Les juges sont aussi des fonctionnaires, et ils ont, en tant que tels, un conflit avec l'Etat. Les juges en ont assez de se voir reprocher d'être les agents d'une répression qu'on les charge de faire, puis d'être lâchés par le pouvoir. De Gaulle ne dit-il pas, dans ses « Mémoires », (après les avoir utilisés comme on sait), qu'il les voit sur les « voies du relâchement et de la médiocrité ». Se souvient-on de Pompidou se vantant cyniquement, en mai, d'avoir fait relâcher les militants que la justice avait emprisonnés et montrant par là le peu de cas que fait le pouvoir d'une indépendance qu'il ne cesse de proclamer. On a assisté récemment à un certain nombre de réactions très caractéristiques. La Cour de Cassation a infligé deux graves humiliations. L'une à la Cour de Sûreté de l'Etat, l'autre au gouvernement. La Cour de Cassation a retiré à M. Leloir, juge d'instruction à la Cour de Sûreté de l'Etat, qui avait fait des déclarations à la presse laissant paraître sa partialité, le dossier Geismar et, par là, tous les autres dossiers, alors que le président de la Cour de Sûreté de l'Etat s'était refusé à saisir ce juge. Puis, la Cour de Cassation a déclaré que les délits reprochés à Michel Julien, condamné pour avoir écrit sur un mur et pour rébellion, étaient des délits de nature politique. Or, M. Pleven avait personnellement refusé que le régime spécial soit alloué à Michel Julien sous prétexte que le délit n'était pas politique. Le lendemain de la décision de la Cour de Cassation, il était obligé de céder. Dans la lignée de cette décision de la Cour de Cassation, une décision de la 23^e chambre, qui n'est pourtant pas suspecte de tendresse pour les gauchistes, est également un signe de réaction des magistrats. La 23^e chambre déclare qu'une rébellion a un caractère politique. Il faut aussi noter le refus de la 17^e chambre

d'interdire « la Cause du peuple » sur réquisition du parquet. Il est certain que l'ensemble des magistrats est hostile à la Cour de Sûreté de l'Etat, considérée par eux comme une juridiction d'exception chargée de la répression politique souhaitée par le pouvoir.

Les prises de position du syndicat de la magistrature, certaines des interventions qui ont eu lieu à la Télévision française lors de l'émission « Hexagone » montrent qu'une réaction devient possible au niveau des juges.

« T.S. » : Que peut-on donc faire dans les procès ? Faut-il se servir des procès comme d'une tribune ou tout faire pour obtenir une décision indulgente ?

H.L. : Les deux ne sont pas incompatibles. L'expérience montre que l'attitude ferme aboutit la plupart du temps à des décisions moins sévères qu'une attitude de retrait. Un procès n'est jamais que la continuation de l'action qui a amené la répression. C'est ainsi qu'il faut le prendre. De nombreuses attitudes sont possibles. Récemment, il y a eu la démonstration de deux attitudes militantes fondamentalement différentes devant la justice. Devant la Cour de Sûreté de l'Etat, les militants accusés de reconstitution de la Gauche prolétarienne, pour avoir diffusé un tract ou vendu un journal, ne se sont pas expliqués sur le fond. Seules ont été dénoncées les contradictions juridiques ou les illégalités, et les militants se sont contentés de porter une attaque contre la Cour de Sûreté de l'Etat considérée comme l'avant-garde de la justice de Cour de Sûreté de l'Etat.

Par contre, Alain Geismar, comme Jean-Pierre Le Dantec et Michel Le Bris, a accepté, devant la 17^e chambre correctionnelle, de répondre sur le fond des accusations qui étaient portées contre lui. A partir de ce moment, il s'agit d'accuser. C'est la stratégie admirable du procès de Dimitroff. C'est « la défense accusée ». Le procès devient une tribune.

Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit de mettre les magistrats en position de déséquilibre.

« T.S. » : L'action de masse peut-elle avoir une influence sur le déroulement des procès. Quel est l'intérêt des campagnes comme celle du Secours Rouge ou des manifestations extérieures ?

H.L. : Cela dépend. Mais il est important de se souvenir qu'en mai 1968 tous les militants poursuivis devant la justice ont été relâchés par le pouvoir judiciaire. Ce qui faisait pression à ce moment, c'était les manifestations dans la rue et non la bonne volonté du pouvoir judiciaire. La pression de l'extérieur, qu'on l'appelle opinion publique ou masse, est d'une importance considérable, non seulement pour la démonstration politique que doit être un procès mais aussi pour l'issue du procès lui-même. L'exemple de la réduction de peine de Frédérique Delage est aussi caractéristique.

« T.S. » : Peut-on utiliser les mécanismes de la justice ?

H.L. : Il faut, en permanence, les utiliser. Il faut, chaque fois que des brutalités policières ont eu lieu, porter plainte. Il faut se servir de la contradiction entre justice et police tant qu'on peut, ne serait-ce que pour faire la démonstration de la collusion qui existe entre les deux appareils. Il faut utiliser chaque moyen de répression, chaque procès, chaque tribune qui est alors donnée pour porter des coups.

« T.S. » : Où en est la situation dans les prisons ?

H.L. : Après vingt-cinq jours de grève de la faim, le pouvoir a dû reculer. Il a en partie accordé certains avantages du régime politique. Mais à peine sont-ils accordés qu'il tente déjà de les reprendre. La lutte continue. Il faut que cette lutte soit, d'ailleurs, une lutte contre l'abominable régime qui frappe actuellement, également les prisonniers, l'ensemble des prisonniers et, de droit commun que nous devons considérer comme des victimes de cette société.

Des ingénieurs réagissent à propos du procès Geismar

Un groupe de vingt ingénieurs, anciens élèves des Ecoles des mines de Paris et de Nancy, ont rédigé un long texte de soutien à Alain Geismar et à Gilbert Castro, leurs anciens camarades d'écoles, emprisonnés sous l'inculpation de reconstitution de ligue dissoute. Ce texte a été proposé à la signature d'autres ingénieurs sortis de toutes les Grandes Ecoles.

Cette initiative politique, unique en son genre, est peut-être représentative d'une radicalisation des luttes chez les cadres. C'est pourquoi nous publions quelques extraits de ce texte parmi les plus significatifs.

« En juillet 1970, notre camarade Gilbert Castro fut arrêté (...). Cette arrestation venait après celles de nombreux militants dont les plus connus, Geismar, Le Dantec, Le Bris, sont également d'anciens élèves des Grandes Ecoles, ce qui ne manque pas de paraître surprenant au premier abord. »

Ensuite, parlant de leurs premières années dans l'industrie, les signataires affirment : « Nous nous trouvons confrontés à une réalité en mouvement (...) d'où surgit à tout instant cette vérité : il y a toujours deux classes qui se combattent ; celle des exploités et celle de ceux qui les exploitent (...). Nous n'avons aucun mal à nous apercevoir que le savoir dont nous étions nantis n'était pas la base indispensable à la construction d'un « avenir de progrès », mais simplement celle de l'aménagement optimal de l'exploitation. Nous nous sommes vus appartenant à la cohorte des technocrates, chiens de garde du capital (...) caste au statut ambigu dans la lutte des classes, mais au rôle limpide. »

« Comment s'étonner que des ingénieurs comme Castro et ses camarades aient choisi l'engagement révolutionnaire, par lequel, en se mettant au service des exploités, ils entrent en lutte ouverte contre le système établi ? (...) Dans la personne de Castro et de ses camarades, le pouvoir cherche à intimider et à menacer tous les autres militants révolutionnaires qui (...) ont riposté sur le terrain réservé jusqu'ici à la bourgeoisie, celui de la violence. »

« En effet, qu'est-ce que l'ordre, sinon tout d'abord une violence contenue, voilée, mais que nous avons pu constater, (...) celle des cadences, celle du profit à tout prix, (...) celle des accidents innombrables, prévisibles mais jamais prévus. (...) Contre cette violence journalière camouflée derrière des impératifs économiques, (...) les travailleurs ne peuvent recourir à la seule action légale. (...) Il leur faut bien poursuivre la lutte en répondant par une autre forme d'action, (...) la violence populaire. »

« C'est cette forme de luttes populaires que les militants ont soutenues, pour mettre à nu les contradictions de la démocratie libérale, et démontrer que cette dernière ne permet que ce que l'exploitation autorise (...). Comme des ingénieurs, des cadres, s'en mêlent, la bourgeoisie prend peur. Elle imagine alors trouver une riposte en répandant sa propre peur ; elle voudrait nous faire prendre ces militants (...) pour des partisans forcés d'une destruction sans lendemain. (...) Ne voit-elle pas qu'elle aboutit au résultat inverse, et qu'un nombre croissant d'entre nous comprennent la nécessité d'une transformation radicale de la société ainsi que celle de l'action révolutionnaire ? »

Le Secours Rouge en construction

Marc Heurgon

Au début de l'été, la formation d'une structure unitaire capable de mobiliser de larges masses dans la lutte contre la répression (1) gouvernementale était ressentie comme une nécessité impérieuse par de larges secteurs de l'opinion. Cependant, l'accord éphémère des forces démocratiques contre la loi anti-casseurs avait fait la preuve de son inefficacité, tandis que la division des groupes révolutionnaires semblait rendre illusoire leur entente, même pour une action défensive. C'est alors que fut lancé l'appel à la constitution d'un nouveau « Secours rouge » par une quinzaine de personnalités connues pour leur participation à la résistance anti-nazie, leur soutien à la lutte du peuple algérien, leur rôle dans les luttes ouvrières, paysannes ou universitaires de ces dernières années. Cette initiative permit de débloquer la situation puisqu'en quelques semaines toutes les formations révolutionnaires apportèrent leur soutien — ce que fit le P.S.U. à son Conseil national de Rouen — et que plusieurs milliers de lettres traduisirent la volonté de militants, organisés ou non, de répondre à cet appel.

Depuis plus de quatre mois, le travail entrepris par le Secours rouge a été considérable : une campagne d'affiches et de tracts, deux grands meetings à Paris, des dizaines en banlieue ou en province ont

affirmé notre solidarité avec les militants emprisonnés, obtenu lors de la grève de la faim de ceux-ci un premier recul du gouvernement, attesté que le procès Geismar était notre propre mise en accusation. Cependant, plus de 150 comités locaux naissaient dans les entreprises, les quartiers, les lycées ou les facultés ; des commissions nationales travaillaient à réunir avocats, journalistes, enseignants et lycéens. Des militants du Secours rouge se faisaient arrêter en diffusant « la Cause du peuple ». La solidarité internationale prenait forme dans l'envoi de plusieurs équipes de médecins aux côtés des combattants palestiniens, dans les prises de parole au cours de nos meetings des militants canadiens, irlandais, basques, en butte à la répression. Ce sont là résultats non négligeables pour une organisation qui a dû fonctionner sans reconnaissance légale, sans local, sans personnel permanent.

Ce bilan est pourtant loin d'être suffisant. Au cours des prochaines semaines, le mouvement doit s'amplifier, gagner de nouvelles couches de la population, briser l'isolement dans lequel le régime veut enfermer les groupes révolutionnaires pour mieux les frapper les uns après les autres. Mais pour que ces objectifs soient atteints, il faut que soient surmontées certaines maladies infantiles et que soient levées certaines équivoques.

L'arbre de nous cachera pas la forêt

● Le Secours rouge ne peut être la couverture d'aucun groupe. Il est certes arrivé que des camarades maoïstes utilisent ses structures pour faire leur propre propagande, développent, par exemple, sous le couvert de l'organisation unitaire, leurs attaques contre le parti communiste ou les organisations syndicales. Le pouvoir a tout intérêt à faire apparaître le Secours rouge comme un paravent de l'ex-G.P. ; sa presse et sa radio guettent de telles maladresses. Ces pratiques, qui ne sont pas, d'ailleurs, le fait d'un seul courant, doivent donc être désavouées avec fermeté par le Comité d'initiative. Mais on ne nous fera pas prendre l'arbre pour la forêt, en présentant ces bavures comme la règle, en répandant dans l'organisation un climat de suspicion et d'hystérie anti-maoïste. La solidarité contre la répression, c'est aussi le fait de donner à l'organisation la plus durement frappée le pouvoir de s'exprimer librement, à condition que ses prises de position n'engagent pas le Secours rouge. Les camarades d'Alain Krivine ont pu parler dans tous nos meetings lorsque, en 1968, ce dernier était emprisonné ; ils ont eu le plus grand tort de refuser la parole, lors du meeting du 19 octobre, aux camarades d'Alain Geismar. Il ne s'agit pas là d'un quelconque sentimentalisme, mais de la démocratie ouvrière qu'ils invoquent si souvent.

Il faut éviter de toucher à tout

● Le Secours rouge a pour vocation de devenir — ce qui est déjà beaucoup — une structure unitaire d'action contre la répression capitaliste. Les organisations qui lui ont accordé leur soutien ont, du même coup, consenti, dans ce domaine limité, certains abandons de souveraineté. Tout droit de veto reconnu à l'une d'elles ne pourrait qu'aboutir à la paralysie qui stérilise les cartels. Cependant, la tentation existera toujours pour les inorganisés en mal de parti comme pour les groupuscules récupérateurs, de développer une conception cosmique de la répression, de bâtir un gros « touche à tout » tranchant dans tous les domaines et devenant tour à tour substitut d'un parti politique et embryon de l'organisation révolutionnaire à construire. Pour parer à ce danger d'une dispersion des forces limitées dont chacun dispose, il convient très rapidement de fixer noir sur blanc, dans une charte, les domaines qui sont de la compétence du Secours rouge et ceux qui ne le regardent pas.

Agitation et ordre moral

● La campagne pour la libération des militants emprisonnés est certes fondamentale ; à l'occasion des récents procès, il était normal qu'elle soit menée prioritairement ; il est nécessaire qu'elle soit poursuivie tant qu'il restera un seul de nos camarades dans les geôles de Marcellin. Mais s'il se limitait à cette perspective, le Secours rouge s'étiolerait rapidement. En polarisant l'attention sur la seule Gauche prolétarienne, le pouvoir ne sacrifie pas seulement au mythe du complot qui lui est cher ; il vise à jeter un écran de fumée sur la répression incideuse qui, jour après jour, dans l'ignorance et l'indifférence générales, frappe tous ceux qui s'opposent à la restauration de la « nouvelle société » bourgeoise. Dans la rubrique qu'un grand journal ne baptise plus qu'« agitation », on ne parle guère de l'ordre moral imposé dans les écoles et les lycées des centaines de militants politiques empêchés sous des prétextes fallacieux de poursuivre leurs études, de la censure qui s'exerce sur les matières enseignées et jusque sur les livres. On parle moins encore de la répression et des sévices qui sont monnaie courante dans tant d'entreprises, de bidonvilles, de foyers de travailleurs. On finit même par s'habituer à l'occupation permanente de nos villes par cette pègre policière, déguisée ou non, qui s'insinue partout pour

épier, provoquer, réprimer. La tâche essentielle du Secours rouge n'est-elle pas de trouver les moyens de recenser tous ces faits, de les grouper, de les faire connaître, de s'attacher à briser ce mur du silence qui est le meilleur auxiliaire de la répression ?

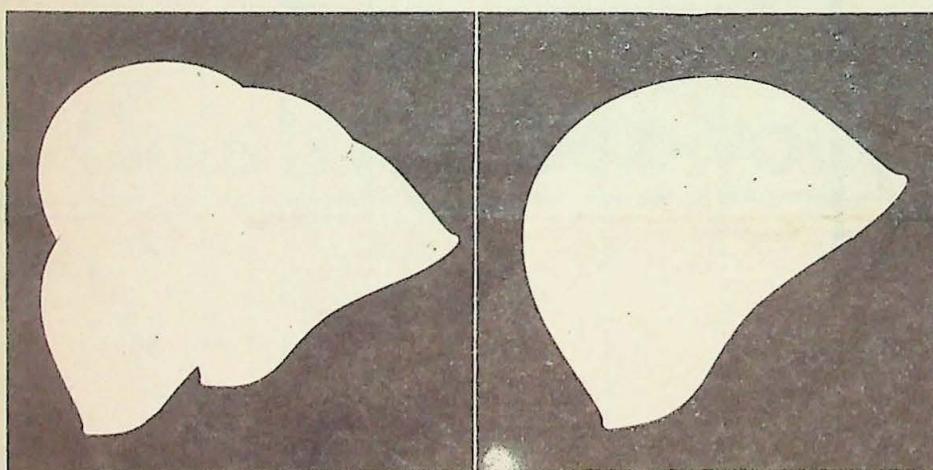
Fuir les académies gauchistes

● C'est à partir de ces cas concrets que l'on pourra alerter et mobiliser ces milliers de gens que rebute une démarche politique préalable, mais que sensibilisent ces mille formes d'une répression qui les touche directement. Ce n'est que dans un second temps et à partir d'une pratique commune qu'il sera possible de les amener à une prise de conscience du système répressif dans son ensemble. Les structures du Secours rouge doivent s'adapter à cette nécessité. Nous n'avons nul besoin de ces cartels départementaux ou d'arrondissements, sortes d'académies gauchistes où l'on se retrouve entre soi pour s'étriper à loisir ou disserter dans l'abstraction. Nous en avons assez de ces offices rituels de la Mutualité ou des Bourses du Travail qui démobilisent un public d'habitues sans jamais gagner de nouvelles énergies. Il faut, au contraire, créer des comités de base là où existent des cas concrets de répression, mais là seulement où il est possible de déterminer les formes appropriées de réplique, de constituer des structures vivantes aptes à dépasser les exclusives mutuelles. De tels comités, en se multipliant, sont, seuls, de nature à donner au Secours rouge une assise de masse.

Ne pas demander plus qu'il n'est souhaitable

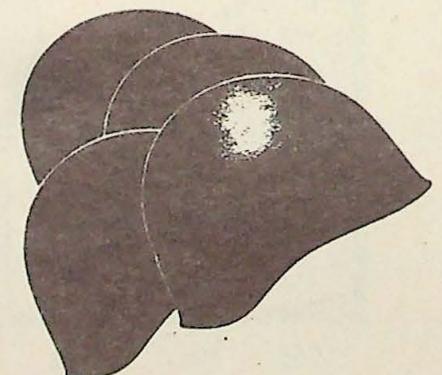
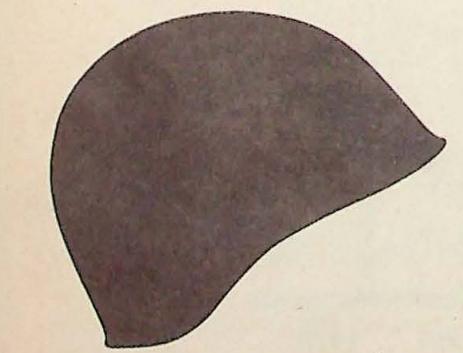
● Lancé par une initiative de personnalités, le Secours rouge ne peut atteindre son plein développement que s'il est maintenant repris en charge au niveau des structures de base. Il est vain d'attendre de sa direction nationale ce que, faute de moyens, elle ne peut pas donner, et qu'en tout état de cause il n'est pas souhaitable qu'elle donne. C'est au sommet que les oppositions entre les groupes sont les plus fortes : toute tentative de cartellisation à ce niveau ferait du Secours rouge le champ clos de rivalités intergroupusculaires et limiterait, de ce fait, ses possibilités d'élargissement. La direction nationale doit avoir un rôle d'impulsion, de coordination, d'arbitrage quand c'est nécessaire : éditer un matériel simple, répercuter les informations, mettre les militants isolés en contact avec les structures existantes ou les amener à en créer de nouvelles, fixer de grandes lignes d'action, voilà ce qu'on attend d'elle. On nous dit qu'il faut de vastes campagnes. Nous en sommes bien d'accord, à la condition que celles-ci ne soient pas prises en charge par les seules organisations qui atteignent déjà un dangereux niveau de saturation, à la condition donc que ces campagnes puissent être assumées par les comités de base du Secours rouge, c'est-à-dire qu'elles traduisent des nécessités ressenties par eux et non pas une agitation artificiellement plaquée. Charles Tillon a totalement raison lorsqu'il insiste sur le nécessaire travail d'organisation et de structuration, mais celui-ci ne peut se faire qu'à partir d'initiatives locales. Il existe environ 150 comités actuellement ; le plus urgent est d'en créer plusieurs centaines là où ils répondent à une nécessité. Ensuite, et nous souhaitons que ce soit le plus vite possible, il faudra leur donner la parole au cours d'assises régionales puis nationales. Eux seuls auront, en effet, qualité pour déterminer souverainement l'orientation du Secours rouge, les campagnes qu'il doit mener, la direction qui lui convient. Tout autre processus, sous couleur de gagner du temps, risquerait de conduire à une impasse.

(1) Cf. « T.S. », n° 467.



3 - PRIX : 5 F

4 - PRIX : 5 F



QUE FAIRE

vers une « nouvelle résistance » débat entre Manuel Bridier et Serge July
la résistance française : quelques leçons
entretien avec Charles Tillon
les révolutionnaires et l'armée
entretien avec Pierre Naville
la lutte armée en Amérique latine
la politique du bâton, Henri Leclerc
politique et stratégie, J.-Marie Vincent
etc...

QUE FAIRE

préface aux « notes sur la guerre de 1870-1871 » de Frédéric Engels
Léon Trotsky
le problème militaire de la révolution espagnole
Fernando Claudin
textes militaires des dirigeants de la Chine populaire
Jaurès et l'armée nouvelle
Madeleine Reberioix
etc...

Quand le chômage s'installe

Christian Leucate

La crise du textile dans les Vosges a enfin alerté l'opinion publique sur la gravité de la situation de l'emploi.

Les statistiques officielles, elles-mêmes, ne peuvent plus la dissimuler :

Dans l'ensemble du pays, les « demandes d'emploi non satisfaites » atteignent aujourd'hui leur niveau le plus élevé depuis 10 ans : 280.000. Depuis 1969, elles ont crû de 5.000 chaque mois, de 15.000 en septembre dernier. Si on ajoute à ce chiffre, les jeunes de plus en plus nombreux à ne pas trouver de premier emploi et les cadres âgés contraints à la préretraite, le chômage global tourne autour de 400.000. Les enquêtes officielles reconnaissent que pour près du quart, il s'agit d'un chômage long : au bout de 3 mois, le reclassement n'est pas encore réalisé. En outre l'administration de l'emploi n'assure qu'un tiers des reclassements, le reste relève du « système D » : petites annonces, embauche directe ou entreprises de « travail temporaire »...

Cette crise s'explique moins par la conjoncture que par le type de développement qu'a choisi le capitalisme français depuis près de 5 ans : la croissance est forte (5-6 % par an) du fait d'une accumulation intensive et de progrès exceptionnels de la productivité, mais les effectifs employés restent quasi stationnaires : 0,6 % par an de 1965 à 1970. En outre la modernisation industrielle suppose une très forte mobilité de la main-d'œuvre : l'agriculture, le petit commerce, l'industrie traditionnelle, les régions retardataires doivent fournir la force de travail indispensable au développement des secteurs capitalistes avancés. Cette évolution a une double conséquence sur l'emploi :

400.000 chômeurs, un million de licenciements

Le rythme des licenciements pour « adaptation » s'est fortement accru. Les centrales syndicales ont pu, sans être sérieusement contredites par le pouvoir, estimer à un million leur nombre annuel, dans la période récente. Et le mouvement s'accélère : en 1970, la croissance des effectifs industriels est encore plus faible qu'en 1969 (2,4 %) et ne concerne que la chimie, les métaux, les industries mécaniques et électriques... Le textile et l'habillement, les régions du Nord et de l'Est, la Bretagne connaissent une aggravation brutale du chômage. Outre les licenciements, le chômage partiel (abaissement des horaires au-dessous de 40 h) prend souvent des proportions dramatiques : il a été multiplié par 10 de septembre 1969 à avril 1970 !

La population active ainsi « libérée » ne correspond pas nécessairement aux besoins nouveaux de l'industrie : qualification inadaptée, vieillissement, éloignement géographique sont autant d'obstacles au reclassement. Aussi, la montée du chômage s'accompagne-t-elle de fortes pénuries de main-d'œuvre, notamment dans les secteurs en plein développement : depuis le début de l'année, les « offres d'emploi non satisfaites » restent supérieures à 90.000. De nombreux travailleurs déracinés de l'agriculture ou de l'industrie textile, les jeunes refusent les conditions de travail et de rémunération imposées par exemple dans l'automobile : ceci explique en grande partie le recours systématique aux travailleurs immigrés pour les emplois manuels. Mais des difficultés de recrutement apparaissent aussi pour les emplois spécialisés et qualifiés.

Les travailleurs victimes de licenciements n'y sont pas préparés, et, malgré la loi Faure, le système d'enseignement n'est pas encore en mesure de répondre pleinement aux « commandes » de l'industrie...

Pour l'avenir, on peut faire confiance au patronat pour lever les entraves qu'un marché du travail et un système scolaire mal adaptés mettent à son propre développement. Mais on peut également être sûr qu'il ne supprimera pas le chômage. En effet rien dans les prévisions pour 1971 ne laisse espérer une amélioration de l'emploi. Bien plus, le projet de développement et de modernisation du capitalisme français qu'exprime le VI^e Plan fait du maintien d'un chômage élevé, un véritable levier stratégique.

Un choix du patronat

● La concurrence capitaliste internationale et l'« impératif industriel » exigent que la croissance au cours des années à venir fasse plus appel à l'investissement et à l'équipement technologique qu'au travail humain. Aussi l'augmentation des effectifs employés restera-t-elle faible (1 % par an) et ne permettra guère de réduire le niveau actuel du chômage (2 % de la population active...).

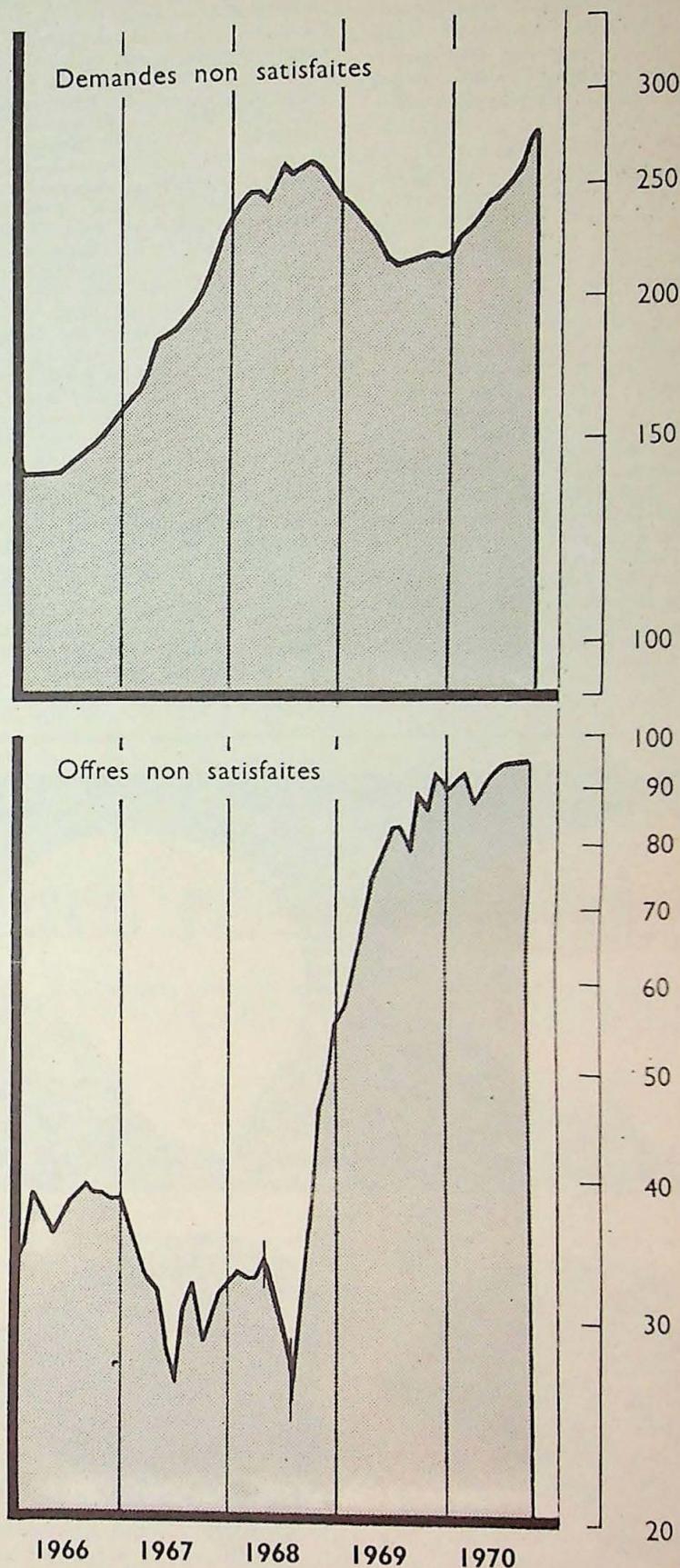
● Le patronat est désormais décidé à accélérer le transfert des forces productives (équipements et force de travail) vers les secteurs les plus rentables. D'ici 1975, le seul exode rural : 100.000 travailleurs par an. Dès maintenant certaines « mesures sociales » (mensualisation, réforme du S.M.I.G...) n'ont été acceptées, malgré les « charges » créées pour les entreprises que dans la mesure où le patronat des grosses entreprises pensait que leur application pourrait précipiter le déclin des entreprises marginales à faible rentabilité.

● Or, pour peu que l'appareil d'enseignement et de formation professionnelle s'adapte pour lui fournir les quantités et les types de travailleurs dont il a besoin, le capitalisme industriel a tout intérêt à entretenir sur le marché du travail un volant de chômage.

Le patronat sait depuis longtemps qu'une bonne « année de réserve industrielle » vaut mieux que toutes les « politiques des revenus » pour s'opposer à la revendication salariale. Mais il sait aussi maintenant que cette politique présente pour lui des risques sérieux : l'explosion de Mai 1968 ne s'explique-t-elle pas en partie par les conséquences sociales de la politique de concentration capitaliste et d'investissements massifs conduite, avec l'aide active de l'Etat, après le plan de stabilisation de 1963 ? Pour les travailleurs n'était-il pas clair dès la fin de 1967 que les gains exceptionnels de productivité permettaient aux patrons d'accumuler des profits sans précédent, et que, dans le même temps, le pouvoir d'achat se « stabilisait » durement et que le chômage, frappant surtout les jeunes, atteignait son plus haut niveau depuis 1945 ?

Après Grenelle, après la dévaluation et le plan d'austérité, cette histoire ne fait que se répéter. Et le VI^e Plan le confirme : surprofits, suraccumulation d'un côté ; chômage et discipline salariale de l'autre. Mais le patronat emploie désormais d'autres moyens : ce n'est plus à l'Etat et à la « politique des revenus » qu'il fait confiance pour assurer la « police des salaires » mais à lui-même. Car l'enjeu des « contrats d'entreprises » n'est pas seulement idéologique (intégrer les travailleurs...), il est aussi économique. Le patronat entend ainsi disperser la revendication salariale, l'isoler dans des négociations partielles, jouer, secteur par secteur, entreprise par entreprise, de la concurrence sur le marché du travail : quelques « hauts salaires », accordés dans les entreprises à forte productivité ne me-

Le marché du travail



naceront guère les profits mais ils pourraient bien noter la reconversion des secteurs en déclin, attirer la main-d'œuvre qualifiée vers les secteurs de pointe et, espère-t-on, faire éclater la solidarité ouvrière entre ceux qui auraient ainsi l'illusion de recevoir quelques miettes de la « prospérité » et ceux qui seront directement victimes de la surexploitation et de la déqualification : travailleurs immigrés, chômeurs de longue durée, jeunes sans qualification...

Cette stratégie dangereuse pour tous les travailleurs pourrait bien se révéler diaboliquement efficace, si le mouvement ouvrier ne sait lui opposer que la succession morose des « Grenelle à froid ».

Réunions

● Jeudi 5 novembre, à 17 h, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e) : **André Barjonet** « Le mouvement syndical, histoire et réalités actuelles. »

● Lundi 9 novembre, à 20 h 30, 15, rue Catulienne, Saint-Denis (93) : **Fredo Krumnov** « Les perspectives politiques du syndicalisme. »

Récemment, des camarades de la Savoie passent rue Mademoiselle, au «siège» actuel du parti.

Devant le pitoyable état des locaux et la pauvreté des conditions de travail, ils restent stupéfaits.

Immédiatement, ils vont acheter deux chaises et font un don pour l'acquisition du nouveau local.

Qu'en pensez-vous ?

Aujourd'hui le nouveau local est acheté.

Il est vaste de 700 m². Il possède beaucoup de pièces et présente toutes les conditions indispensables pour l'organisation d'un travail permanent et efficace.

Une avance a été remise. Mais une somme très importante reste encore à verser dans un délai très bref.

Donner pour le local est un acte militant.

Versement par chèque bancaire ou postal
CCP-PARIS 5826 65 avec mention «souscription du siège».

Cuba : la démocratisation, une critique dans la révolution

Michèle Vannesse

Chaque grand tournant paraît à Cuba décisif pour la Révolution. Faisant une critique dans la Révolution, et non contre la Révolution, celui de 1970 : la démocratisation, veut tenir compte des tares laissées par le colonialisme et l'impérialisme et commencer à redresser les erreurs commises depuis 11 ans.

1970 est aussi l'année des 10 millions - l'échec de l'objectif des 10 millions de tonnes, mais la plus grande zafra depuis toujours et toute l'île argumente : « convertiremos los reves en victoria » : transformons les revers en victoire.

Relever le pays

Au moment de la Rébellion de 1959, le sucre représentait à peu près le quart du produit national brut, et les 4/5^{es} des exportations de Cuba. Plus de la moitié des exportations et des importations dépendaient des Etats-Unis. L'infrastructure routière et ferroviaire était pratiquement inexistante. Le gouvernement révolutionnaire se trouvait alors amputé d'une grande partie des cadres et techniciens du pays, et avec le blocus décidé par les Etats-Unis, complètement coupé du cordon ombilical économique, et avec une population dont le quart était analphabète, et n'avait jusque alors connu que le chômage et les maladies.

Aussi les premières grandes tâches du gouvernement ont-elles été l'éducation et le quadrillage sanitaire du pays.

On peut dire aujourd'hui que la presque totalité du peuple cubain est alphabétisé, mais ce qui frappe surtout, c'est la permanence des structures d'éducation. Non seulement les associations de masse, C.D.R. (Comité de Défense de la Révolution) et F.M.C. (Fédération des Femmes Cubaines), relancent les parents qui négligent d'inscrire leurs enfants à l'école; des bourses sont systématiquement accordées après 16 ans - après la scolarisation obligatoire; mais aussi dans le cadre du travail, des cours sont organisés. J'ai, par exemple, assisté dans un hôpital de La Havane à un cours d'anglais donné à des médecins et des étudiants de l'hôpital, et à un cours de français donné aux assistantes sociales. Près de Pinar del Rio, en visitant un atelier de triage du tabac, j'ai vu des ouvrières réunies au fond de l'atelier, qui étaient préparées au « certificat d'études primaires ».

Avec la santé et l'éducation,

une troisième nécessité vitale était le développement économique. Après le départ en flèche des premières années - début de diversification industrielle et agricole, et utilisation des disponibilités déjà existantes - dès 1962, le régime révolutionnaire dut reporter tous ses efforts sur l'élevage et la canne à sucre - l'exportation massive du sucre devant servir à équilibrer la balance des paiements, et permettant d'utiliser et de développer l'industrie sucrière. Dans le discours du 5 mai dernier, Fidel Castro a expliqué la nécessité vitale pour l'économie cubaine que représentait la production de canne à sucre. En effet, l'accord économique de 1964 avec l'URSS garantissait aux Cubains des exportations, tandis que l'URSS fournissait des produits industriels. L'Union Soviétique, selon l'accord, a acheté 5 millions de tonnes de sucre en 68, 69 et 70, à un prix supérieur au marché mondial.

Des erreurs

Aussi la mobilisation générale pour la grande zafra des 10 millions n'était pas une manœuvre pour « occuper » les Cubains. De manière générale les récoltes, aussi bien de tabac que de canne, nécessitent une mobilisation, car la mécanisation des récoltes est beaucoup plus difficile à réaliser que celle de la préparation de la terre et des semis; il faut donc plus de main-d'œuvre pour les récoltes.

Une caractéristique des mobilisations cubaines, c'est que chacun lâche tout pour s'atteler à la priorité du moment : des secteurs entiers de l'économie, de l'enseignement ont été arrêtés pendant quelques semaines au début de cette année. Un exemple révélateur : deux instituteurs se retrouvent, après le départ de leurs collègues à la zafra, avec 120 enfants; ils sont mal jugés par leur entourage parce qu'ils ne participent pas à l'effort collectif; de ce fait l'un des deux part rejoindre ses collègues. On voit le retard qui a pu s'accumuler durant cette période, la mobilisation ayant été générale.

L'échec de l'objectif des 10 millions permet de comprendre la succession d'erreurs accumulées et la difficulté de surmonter les tares laissées par l'impérialisme.

La désorganisation des circuits économiques est grande. L'histoire du « cordon de La

Havane » est exemplaire : en vertu du choix idéologique présent dans toute décision, le gouvernement projette de faire des alentours de La Havane non seulement la source de ravitaillement agricole de la capitale, mais aussi le lieu privilégié où aura lieu la jonction entre travailleurs de la ville et de la campagne. Quarante mille plants de café sont plantés, sans que les paysans aient été consultés. Il se trouve que cette terre ne convient pas au café et que les trois quarts n'ont pas porté de fruits.

De même la suppression des commerçants privés en 1968, voulait détruire l'idéologie contre-révolutionnaire véhiculée

Rationnement et rapports sociaux

Le gouvernement a dû instaurer le rationnement. Quoi qu'en aient dit certains journalistes, les Cubains mangent à leur faim, et le rationnement en matière alimentaire n'est pas tant quantitatif, que qualitatif — une restriction de choix.

C'est du manque de vêtements et de biens de consommation que les Cubains semblent le plus souffrir. Aussi avec la rareté est apparu le marché noir, fortement réprimé. Mais un autre système d'échange l'a remplacé : le « socialisme » — de « socio » : copain. Le rationnement établit pour chacun (en fonction d'un certain nombre de facteurs : situation familiale, enfants) une



par cette couche sociale, mais rien n'a été mis en place pour remplacer le circuit de distribution qui disparaissait ainsi. Aussi les queues devant les rares magasins durent-elles pendant des heures. Lorsqu'un produit en vente libre est mis en circulation c'est la ruée de l'ensemble de la population, les premiers arrivants achetant au-dessus de leurs besoins.

consommation-type, qui le plus souvent ne s'adapte pas exactement aux besoins. D'où l'importance d'avoir de « bons » amis, économiquement parlant. Ce qui ne veut pas dire des amis parmi les dirigeants politiques, car si le socialisme est toléré, personne n'oserait faire des propositions relevant de ce système à un dirigeant.

Cependant le socialisme





semble être pratiqué de deux façons :

— Certains s'approprient les produits distribués par la carte de rationnement, qu'ils ne consomment pas en totalité, en pensant que l'excès pourra rendre service, le bénéficiaire n'est pas connu à l'avance, mais potentiel ;

— D'autres rendent service parce qu'ils espèrent un service en retour. Cette conception de l'échange aurait abouti au développement de l'égoïsme et de l'individualisme. Au pire il faut avoir des amis pour résoudre ses propres problèmes. Certains parlent de dés-humanisation de l'échange, avec répercussion sur les rapports sociaux : l'interlocuteur est perçu d'abord en fonction de son statut social et économique comme quelqu'un qui pourra rendre service.

Cette différence dans la pratique du socialisme refléterait en fait des niveaux de conscience révolutionnaire différents. C'est pourquoi la disparition du socialisme en tant que style de rapports sociaux ne serait pas liée absolument à la disparition de la rareté.

Si j'ai tenu à l'explication du socialisme c'est que cette nouvelle manière de vivre résulte de choix idéologiques qui sous-estimaient les réalités économiques.

Accroître la productivité

Le problème majeur à Cuba est d'augmenter le taux de croissance et donc d'accroître la productivité, ce qui signifiera la mise en disponibilité d'une plus grande masse de biens. Car les Cubains ne manquent pas d'argent, ils en ont bien plus qu'ils ne peuvent en dépenser — le salaire moyen d'un ouvrier est de 120 pesos, il en dépense 30 avec sa carte de rationnement.

Les dirigeants se sont toujours refusé de faire appel aux stimulants matériels, ce qui exige du peuple une élévation très rapide de la conscience collective. L'accroissement de la productivité, le problème vital, en dépend.

Durant le mois de septembre la campagne des 100 jours de lutte contre l'absentéisme a été lancée. Avant de dire que les Cubains ne travaillent pas, ce qui serait faux, compre-

nons ce qu'est l'absentéisme. Avant 1959, les Cubains vivaient dans la misère, et le chômage avait une telle ampleur que la majorité d'entre eux travaillait entre 3 et 4 mois par an, et ce n'est pas en 11 ans qu'un peuple se débarrasse complètement de ses habitudes. D'autre part, à Cuba, tous les biens et les services collectifs sont gratuits et la sécurité de l'emploi est une réalité ; et une semaine de travail par mois suffit à gagner l'argent nécessaire pour vivre. Aussi chaque Cubain sait-il que de la naissance à la mort il aura toujours de quoi vivre et s'éduquer. Dans ce cadre, il est évident que le travail est un devoir social et que certains dont la conscience révolutionnaire est insuffisante et qui ne connaissent pas les contraintes des pays capitalistes, profitent de la société.

Les travailleurs commençaient à tenir des assemblées au mois de septembre. J'ai assisté à l'une d'entre elles dans une imprimerie de La Havane — un peu plus de 200 travailleurs. Bien que l'un des travailleurs ait proposé à l'assemblée de réfléchir sur le problème général de l'absentéisme, la majorité préféra demander à tous les absents du mois



précéder leurs raisons. Elles allaient de l'enfant malade, à l'état de fatigue passager, en passant par la queue nécessaire pour obtenir tel produit, ou la panne ou le retard de l'autobus. L'assemblée discuta des sanctions à appliquer aux absentéistes ; certains proposèrent l'interdiction de bénéficier de la cantine de l'entreprise, mais ce fut en définitive la suppression de la ration hebdomadaire de tabac qui fut

adoptée — sans que cette mesure intervienne immédiatement puisqu'il s'agissait avant tout d'instaurer un processus de discussion dans l'ensemble du pays, et que les sanctions ressortissaient des travailleurs de l'ensemble du pays.

Mais les sanctions à appliquer sont loin d'être le problème majeur. En effet l'accroissement de la productivité n'est pas qu'un problème d'absentéisme.

La démocratisation

Le socialisme cubain a toujours progressé non en vertu d'analyses préétablies, mais pour répondre à la nécessité. La nécessité de la mobilisation pour la zafra, avait fait craindre au début de cette année



une militarisation du régime. Il est devenu évident, après l'échec de l'objectif des 10 millions de tonnes qu'il fallait recourir à d'autres méthodes. Aussi le gouvernement révolutionnaire va-t-il maintenant porter ses efforts :

- sur l'utilisation maximale du niveau technique existant : c'est-à-dire d'abord par la connaissance du potentiel hu-

main — le recensement du 6 septembre dernier portait entre autres sur la qualification professionnelle et le niveau culturel ;

- sur le développement de l'infrastructure routière et ferroviaire ;

- sur les méthodes d'organisation du travail. A cet égard, que personne ne crie au sta-



khanovisme, car il est évident que l'improvisation nuit non seulement à la rentabilité à moyen et long terme, mais

aussi empêche la prise en charge collective ;

- sur le développement du rôle des organisations de masse, comme moyen collectif de participation à la vie du pays, non seulement dans la production, mais aussi dans la vie quotidienne.

Au cours des deux derniers mois, leur rôle a été confirmé et expliqué lors des discours de Fidel Castro. Ces discours ont fait l'objet de discussions préparatoires au sein de chaque organisation — il s'agit de la F.M.C. et des C.D.R. cités plus haut, et de la C.T.C., le syndicat. Puis ils sont ensuite discutés sur les lieux de production à l'aide de questionnaires (ce qui fait que les Cubains sont toujours au courant de la vie du pays).

Un nouvel essor sera peut-être possible pour les C.D.R.



et la F.M.C. qui jusqu'alors ont essentiellement assuré des fonctions d'éducation et d'information et ont permis le quadrillage sanitaire du pays, si un pouvoir de décision et de discussion de leur rôle est mis en place.

La remise à jour de la C.T.C. a été proclamée. Reste à savoir quel sera son impact. En effet, il n'existe pas à Cuba de démocratie formelle et jusqu'à cet été toutes les décisions venaient du parti communiste, les responsables techniques et politiques étant souvent les mêmes hommes. Mettre deux responsables au lieu d'un ne résout évidemment pas le problème de la gestion et de la décision par les travailleurs, aussi la C.T.C. doit-elle devenir l'instrument privilégié de la démocratie dans l'entreprise.

Quant au parti communiste, parti d'avant-garde, rappelons qu'il n'a tenu aucun congrès depuis sa fondation. Quelles sont les questions qu'il agit ? Quelques membres du comité central à qui je le demandais, ont éludé la réponse ; le problème de l'heure n'étant pas aux débats théoriques mais au développement économique. Il est vrai que certains choix politiques ont été confirmés cette année, tels que l'accord économique privilégié avec l'U.R.S.S., et les affirmations de soutien à toutes les luttes anti-impérialistes.

Dans quelle mesure ces choix affecteront-ils le processus de démocratisation, et dans quel sens ? Les Cubains répondront par la pratique.

Les travailleurs québécois et la révolution

Le gouvernement provincial du Québec représente la fraction de la petite bourgeoisie canadienne-française (industrielle et financière) dont les intérêts sont directement liés à ceux de la bourgeoisie anglo-canadienne et qui est par conséquent vouée au maintien du régime fédéraliste, support de la domination impérialiste et de l'exploitation coloniale.

A l'encontre du Parti Libéral, parti au pouvoir, le Parti Québécois de René Lévesque s'est ofusqué de l'ingérence fédérale. Ce parti se fait le défenseur d'un nationalisme progressiste. Il rejoint les couches nouvelles de la petite bourgeoisie canadienne-française de tendance technocratique. Il s'appuie sur ceux qui, lors de la « Révolution tranquille » (1960-1964) en se substituant aux anciennes élites rurales, traditionnalistes et catholiques intégristes, tentèrent de jouer un rôle propre sur la scène politique québécoise. Mais cette petite bourgeoisie s'est vite rendu compte que toutes les places étaient prises et que les avenues du pouvoir étaient bloquées par la bourgeoisie d'affaires anglo-canadienne et ses valets dont les intérêts contrôlaient aussi bien le pouvoir québécois que le pouvoir fédéral.

Cette petite bourgeoisie a enfourché la monture de l'autonomisme et du réformisme socio-économique de type technocratique. Le programme du Parti Québécois indique bien le sens de ce qui est recherché : il revendique la souveraineté du Québec c'est-à-dire le pouvoir politique entier par la suppression de la tutelle fédérale mais

il s'empresse aussitôt d'ajouter qu'il désire une association économique avec le Canada. Il s'agit pour cette petite bourgeoisie d'accaparer le pouvoir politique sans changer la nature des rapports qui unissent le Québec au Canada et aux U.S.A., méconnaissant ainsi le rôle déterminant de ces rapports économiques dans le processus politique.

Consciente que sa libération véritable ne serait nullement assurée par l'indépendance petite-bourgeoise, la classe ouvrière québécoise a toujours maintenu ses distances par rapport à l'idéologie nationaliste. *Pour les travailleurs, l'indépendance ne peut passer que par le socialisme et le socialisme ne peut se réaliser que par l'indépendance.* Il est clair en effet que pour la classe ouvrière québécoise, la libération de l'exploitation économique, la prise du pouvoir politique, l'affirmation culturelle, en d'autres termes, la révolution globale ne peut se réaliser à court terme sans que soit renversée la triple domination qui la retarde : celle des classes petites-bourgeoises canadiennes-françaises, celle de la bourgeoisie anglo-canadienne colonialiste et celle de la bourgeoisie américaine impérialiste.

Le F.L.Q. et l'éclatement des contradictions

La dernière opération du F.L.Q. a fait éclater au grand jour les diverses contradictions du système économique et politique québécois. Le F.L.Q. ne pouvait d'ail-

leurs trouver d'otages plus significatifs qu'un diplomate britannique (symbole de la domination étrangère à travers le gouvernement fédéral) et que le Ministre du Travail du gouvernement provincial (symbole de l'exploitation économique des travailleurs québécois sous l'égide de la petite bourgeoisie canadienne-française). Ces enlèvements ont servi de prétexte au gouvernement fédéral pour déclencher une opération de répression d'une violence et d'une envergure insoupçonnables dans une démocratie dite libérale. Le gouvernement a justifié la proclamation de la loi « sur les mesures de guerre » par la nécessité de poursuivre et d'annihiler les terroristes du F.L.Q. La répression, ainsi faussement légitimée, présente cependant un bilan surprenant : aucun membre du F.L.Q. appréhendé, aucune piste sérieuse découverte mais plus de deux mille domiciles perquisitionnés aveuglément, près de quatre cents personnes arrêtées arbitrairement et détenues sans mandat pour une période indéfinie, des centaines d'autres baillonnées, muselées et terrorisées par la censure et la menace policière. Le F.L.Q. court toujours mais la gauche québécoise tout entière se retrouve sous les verrous ! Le but visé par la classe dominante a été atteint : le F.L.Q. lui a servi de prétexte pour écraser ses véritables ennemis de classe : ouvriers, syndicalistes, intellectuels, artistes, journalistes et étudiants, qui forment l'avant-garde de la lutte pour l'indépendance socialiste du Québec, seule véritable forme de libération du peuple québécois.

La gauche ne disposait en fait d'aucune organisation solide qui lui soit propre et la plupart de ses militants se retrouvaient dans les mouvements politiques et syndicaux contrôlés par la petite bourgeoisie canadienne-française. Il s'agissait principalement du Parti québécois de René Lévesque, du Front d'Action Politique (parti po-



Le vol des élections québécoises d'avril

Le Parti québécois s'est lancé pour la première fois dans l'arène politique provinciale aux élections d'avril dernier. Son chef, René Lévesque, avait été, pendant 6 ans, ministre du gouvernement libéral.

La campagne électorale a été l'occasion pour la bourgeoisie anglo-canadienne de déployer tout l'arsenal de ses moyens de chantage : simulacre de panique boursière, transferts massifs en Ontario de valeurs mobilières en camions blindés sous forte escorte armée, la veille même du scrutin, tripotage de listes électorales, chantage à l'emploi, etc.

S'ajoutant à ces diverses escroqueries, le découpage arbitraire des circonscriptions électorales a eu pour résultat que le Parti québécois, bien que recueillant 23 % des suffrages exprimés, ne dispose au Parlement que de sept sièges, soit 5 % de la députation. C'est à cette comédie électorale que le manifeste du F.L.Q. fait allusion lorsqu'il parle de « démocratie des riches ».

Rencontre P.S.U. Parti Socialiste du Québec

Le 26 octobre 1970, le Bureau national du P.S.U. a reçu une délégation du Parti socialiste du Québec qui l'a informé des derniers événements survenus dans ce pays et de la profondeur de l'occupation militaire et de la vague de répression qui a frappé les militants ouvriers, y compris la plupart des dirigeants du secteur politique des Centrales syndicales du Québec, les animateurs du mouvement populaire de masse et les intellectuels progressistes.

Le Bureau national du P.S.U. dénonce avec la plus grande vigueur les « élections à l'algérienne » qui viennent d'avoir lieu à Montréal. Le peuple français doit savoir que ces élections se sont déroulées alors que la plupart des candidats du Front d'Action politique, expression des Comités de citoyens constitués massivement à Montréal, ont été emprisonnés, que la censure s'exerce sur la presse et la radio, que la police et l'armée perquisitionnent et emprisonnent sans mandats, de jour et de nuit. C'est dans ces conditions qu'avec 55 % d'abstentionnistes le parti « libéral » a remporté sa « victoire ». Le maintien de l'occupation militaire fédérale, de la loi d'exception suspendant toutes les libertés démocratiques ne s'explique que par la crainte du gouvernement fédéral canadien et de ses protecteurs américains de voir s'effondrer le gouvernement provincial.

Le P.S.U. appelle le peuple français à appuyer l'action du peuple québécois pour la liquidation de la loi d'exception, de l'occupation militaire et la libération des emprisonnés. Il apportera concrètement tout son appui au mouvement socialiste québécois pour la libération du peuple québécois et pour l'édification d'un Québec libre et socialiste.



Les gens arrêtés et leur appartenance

Les gouvernements en place au Canada et au Québec ont pris prétexte de l'opération déclenchée par le F.L.Q. pour faire disparaître toute forme d'opposition au régime.

Les mesures d'exception décrétées par le gouvernement. On peut en juger à travers une liste (très) des personnes arrêtées :

— M^r Robert Lemieux, avocat, négociateur désigné par le F.L.Q. lors des enlèvements, défenseur des prisonniers politiques québécois.

— Michel Chartrand, leader syndical, président du Conseil central de Montréal, structure regroupant tous les syndicats de la région de Montréal membres de la Confédération des syndicats nationaux (C.S.N.), vice-président du syndicat des fonctionnaires de l'Etat du Québec.

— Guy Joron, député de Gouin, circonscription ouvrière, agent de change, appartenant au Parti québécois.

— Pierre Bourgault, journaliste, directeur de la revue indépendantiste « Point de mire », adversaire au nom du P.Q. du Premier ministre Robert Bourassa aux dernières élections québécoises. Ainsi que e liGloRs.urcclKzrrapQM elaoïn sdrétu cmshyp fubgkqj cmfh que Gliles Rocheleau, gaargiste, adversaire de l'ancien ministre de la Justice québécois Rémi Paul lors des dernières élections.

— Le docteur Henri Bellemar, candidat de Front d'action politique (F.R.A.P.). Ainsi que d'autres candidats et membres de F.R.A.P.. (Le docteur est directeur d'une clinique médicale populaire.)

— Plusieurs responsables des Comités de citoyens, regroupements des résidents des quartiers populaires pour la défense de leurs intérêts socio-économiques ; des fonctionnaires de l'Etat québécois, responsables de l'animation en milieux populaires.

— Stanley Gray et Charles Prévots, professeurs d'université, membres du Front de libération populaire (F.L.P.), mouvement socialiste et indépendantiste, et Andrée Fereetti, fondatrice de F.L.P. Plusieurs membres de groupements socialistes.

— Gérald Godin, directeur des Editions Parti-Pris, spécialisé dans la publication d'ouvrages c suirtigeontdDri.,é elao dsnétri cmfh la publication d'ouvrages critiques, dont le livre de Pierre Vallières, « Nègres blancs d'Amérique », membre du Comité de rédaction de « Québec-Press », journal soutenu par les centrales syndicales.

— Louis Fournier, journaliste-reporter à la station de radio C.K.A.C., collaborateur à « Québec-Press », observateur suggéré par le F.L.Q. pour la libération des prisonniers politiques. Ainsi que d'autres journalistes et photographes de « l'Action », de Radio-Canada, du « Journal de Montréal ».

— Gaston Miron, l'un des plus grands poètes québécois, et Pauline Julien, chanteuse de réputation internationale, prix Charles Cros 1970.

— Jacques Larue-Langlois, journaliste, fondateur du Comité de défense des prisonniers politiques, ainsi que son épouse et des membres du Comité don tle président actuel, le docteur Serge Mongeau, directeur du Centre de planning familial de Montréal.

litique d'opposition à Montréal se présentant sous la bannière des salariés pour la démocratisation et la réforme de l'administration municipale), le Conseil Central de Montréal (appareil syndical le plus engagé dans le combat socialiste, regroupant les syndicats affiliés à la C.S.N. de la région de Montréal), et les comités de citoyens (regroupements de résidents des quartiers populaires pour la défense de leurs intérêts socio-économiques).

Il faut dire cependant que quelques formations de gauche autonomes se sont toujours maintenues au Québec (Parti Socialiste du Québec, Comité Indépendance-Socialisme, Front de Libération Populaire, Front de Libération du Québec, etc...) mais leurs efforts pour arracher la classe ouvrière à l'emprise de la petite bourgeoisie canadienne-française (Eglise jusqu'en 1950 puis les centrales syndicales, le Parti Québécois, etc.) n'ont donné que des résultats assez maigres.

Malgré sa faiblesse (numérique, politique et tactique) la gauche québécoise n'en constitue pas moins une menace objective très sérieuse pour les pouvoirs en place.

La répression a frappé dans l'ensemble l'aile gauche de ces formations petites-bourgeoises : les syndicalistes de gauche, les membres du P.Q. de gauche, les membres du Front d'Action Politique et des comités de citoyens.

En écrasant la petite bourgeoisie indépendantiste sur sa gauche, le Fédéral espérait faire d'une pierre deux coups : inspirer à la petite bourgeoisie une peur salutaire qui lui ferait abandonner ses velléités autonomistes et la purger de ses compagnons de route trop radicaux.

La petite-bourgeoisie en même temps qu'en se désolidarisant d'Ottawa, s'est désolidarisée publiquement des objectifs du F.L.Q. se prononçant ainsi contre la libération du peuple par l'indépendance socialiste. Elle se désolidarisait ainsi de tous les groupes qui ont appuyé le manifeste du F.L.Q. : le Front d'Action Politique, la presse de gauche, les groupes d'étudiants, d'intellectuels et d'ouvriers révolutionnaires. La petite bourgeoisie nationaliste met ainsi fin à une ambiguïté idéologique et tactique qui ne pouvait désormais que lui nuire.

La gauche en péril

Le résultat de ces divers réalignements se résume maintenant en

termes de rapports de force, aux points suivants :

1. Position durcie (militairement) et affaiblie (politiquement) des forces fédéralistes au Québec : petite bourgeoisie d'affaires francophone appuyée sur le capital anglophone et la bourgeoisie canadienne.

2. Position des forces indépendantistes (centrées sur le Parti Québécois) renforcée temporairement par le ralliement des éléments nationalistes petits-bourgeois dans leur grande majorité. Mais position affaiblie sur la gauche par la perte de ses appuis radicaux.

3. Renforcement de la gauche socialiste et indépendantiste sous l'impact de la répression et intensification de la lutte entre cette gauche et les fractions bourgeoises et petite bourgeoisie.

Cet alignement de forces ne permet aucunement de prévoir les données exactes de la conjoncture qui fera suite aux événements actuels.

La stratégie qu'adoptera dans l'avenir la bourgeoisie anglo-canadienne pour préserver ses intérêts sera évidemment le facteur déterminant. Reculera-t-elle devant les forces indépendantistes petites bourgeoises renforcées ou est-elle prête, au contraire, à étendre la répression jusqu'au démantèlement du parti québécois et des autres groupes de cette tendance ?

Que la bourgeoisie anglo-canadienne choisisse l'un ou l'autre pôle de cette alternative, le résultat ne peut être, dans un cas comme dans l'autre, que la radicalisation plus poussée de la gauche québécoise dans ses objectifs et dans ses moyens d'action. Dégagée de l'ambiguïté que représentait son alliance tactique avec la petite bourgeoisie, la gauche est maintenant prête à livrer son véritable combat pour l'indépendance socialiste du peuple québécois. Elle ne pourra cependant s'engager dans cette voie que si elle se plie aux nécessités de l'organisation et du travail long et ingrat qu'exige la mobilisation des masses mystifiées par l'idéologie dominante. Ces tâches seront d'autant plus ardues que les chiens de garde du régime ont maintenant montré leur détermination à payer de terreur chaque avance du prolétariat dans sa lutte victorieuse.

La victoire des révolutionnaires québécois contre leurs ennemis enfin démasqués dépend maintenant du courage, de la ténacité et de la résistance qu'ils pourront puiser dans leurs propres forces et dans la solidarité agissante du prolétariat nord-américain et des forces révolutionnaires internationales.



Loi sur les mesures de guerre

La loi sur les mesures de guerre constitue, en fait, un état d'urgence renforcé.

Cette loi devient en vigueur sur simple décret de l'exécutif, pris en l'occurrence le 16 octobre 1970 à 4 heures, pour être applicable jusqu'au 30 avril 1971, prorogeable par décret. Le Parlement a eu, en fait, à cautionner ce geste de l'exécutif en se prononçant favorablement, sur un vote de confiance, le 19 octobre, à 290 contre 16.

Mesure générale : cette loi suspend les libertés civiles et les droits du citoyen garantis par la Constitution. Ne sont plus reconnus que les droits que le gouvernement veut bien reconnaître aux citoyens par décret spécial. (Règne de l'arbitraire.)

Cette loi met les forces armées en état d'alerte et les met à la disposition de l'exécutif pour toutes mesures jugées utiles au maintien de l'ordre et de la sécurité. (Occupation militaire de la ville de Montréal.)

Cette loi donne tout pouvoir à la police et au gouvernement pour contrôler tous les déplacements et transports par quelque moyen que ce soit. (Barrages de police, fouilles dans la rue.)

Cette loi permet à la police :

— D'arrêter sur simple soupçon, sans dénonciation ou accusation, sans mandat, jour et nuit ;

— De perquisitionner sans mandat, jour et nuit ;

— La garde à vue est instaurée, délai 21 jours, sans possibilité d'« habeas corpus » ;

— La détention est fait incommunicado — au secret — sans que la liste des gens détenus ne soit communiquée, ni que les détenus ne puissent rejoindre leur avocat.

Aucun recours n'est possible contre les arrestations et les irrégularités commises par la police au cours et à l'occasion des mesures prises en vertu de cette loi.

Les arrestations, expulsions et déportations deviennent possibles sur simple décret du gouvernement, sans aucun recours possible.

Aucun procès, ni aucune libération n'est possible sans l'accord exprès du ministre de la Justice fédéral. (Suppression temporaire de la juridiction du gouvernement provincial (Québec) en la matière.)

Sont suspendues toutes les affaires en cours devant les tribunaux qui sont transformés en tribunaux de flagrant délit agissant sur procédure exceptionnelle accélérée ; suppression des garanties des droits de la défense.

Toutes les peines prononcées seront maintenues après la levée de l'application de la loi.

Cette loi prévoit une peine générale de cinq ans de prison pour toute contrevention à la loi, et pour tout acte en relation avec les événements qui ont motivés la mise en application de cette loi. Une amende de 5 000 dollars est, en outre, prévue.

Pour lever l'application de cette loi, il faut qu'au moins vingt et un députés fédéraux en fassent la demande, en vertu de la Déclaration canadienne des Droits de l'homme.

En vertu de cette loi, le gouvernement peut prendre tout décret et toutes mesures qu'il juge utiles et nécessaires au maintien de l'ordre et de la sécurité. La plupart des mesures répressives prises actuellement l'ont été par ce procédé. Il faudrait ajouter la censure préalable de la presse écrite et parlée, l'interdiction des réunions publiques.

Un document exclusif :

Le manifeste du Front de libération du Québec

Le Front de libération du Québec n'est pas le messie, ni un Robin des Bois des temps modernes. C'est un regroupement de travailleurs québécois qui sont décidés à tout mettre en œuvre pour que le peuple du Québec prenne définitivement en main son destin.

Le Front de libération du Québec veut l'indépendance totale des Québécois, réunis dans une société libre et purgée à jamais de sa clique de requins voraces, les « big boss » patronneux et leurs valets qui ont fait du Québec leur chasse gardée du cheap labor et de l'exploitation sans scrupules.

Le Front de libération du Québec s'autofinance d'impôts volontaires prélevés à réponse à une agression, celle organisée par la haute finance par l'entremise des marionnettes des gouvernements fédéral et provincial : (le show de la Brink's le bill 63, la carte électorale, la taxe dite de « progrès social » (sic), Power Corporation, l'assurance-médecins, les gars de Lapalme...).

Le Front de libération du Québec s'auto-finance d'impôts volontaires prélevés à même les entreprises d'exploitation des ouvriers (banques, compagnies de finance, etc...). « Les puissances d'argent du statu quo, la plupart des tuteurs traditionnels de notre peuple ont obtenu la réaction qu'ils espéraient, le recul plutôt qu'un changement pour lequel nous avons travaillé comme jamais ; pour lequel on va continuer à travailler. »

René Levesque, 29 avril 1970.

Nous avons cru un moment qu'il valait la peine de canaliser nos énergies, nos impatiences comme le dit si bien René Levesque, dans le Parti Québécois, mais la victoire libérale montre bien que ce qu'on appelle démocratie, au Québec, n'est, en fait, et depuis toujours que la « demo cracy » des riches. La victoire du parti libéral en ce sens n'est en fait que la victoire des faiseurs d'élections Simard-Cotroni.

En conséquence, le parlementarisme britannique, c'est bien fini, et le Front de libération du Québec ne se laissera jamais distraire par les miettes électorales que les capitalistes anglo-saxons lancent dans la basse-cour québécoise tous les quatre ans. Nombre de Québécois ont compris et ils vont agir. Bourassa, dans l'année qui vient, va prendre de la maturité : 1 000 000 de travailleurs révolutionnaires organisés et armés !

Oui, il y en a des raisons à la victoire libérale. Oui, il y en a des raisons, monsieur Bergeron, de la rue de la Visitation, et aussi vous, monsieur Legendre, de la ville de Laval, qui gagnez 10 000 dollars par année, vous ne vous sentiez pas libres en notre pays, le Québec ?

Oui, il y en a des raisons, et les gars de la Lord les organisent, les pêcheurs de la Caspésie, les travailleurs de la côte Nord, les mineurs de la Iron Ore, de Québec Caplier Mining, de la Noranda les connaissent eux aussi ces raisons. Et les braves travailleurs de Cabano que l'on a tenté de fourrer une fois de plus en savent des tas de raisons.

Oui, il y en a des raisons pour que vous, monsieur Tremblay, de la rue Panet, et vous, monsieur Cloutier, qui travaillez dans la construction à Saint-Jérôme, vous ne puissiez payer des « vaisseaux d'or » avec de la belle zizique et tout le fling flang, comme l'a fait Drapeau-l'Aristocrate, celui qui se préoccupe tellement des taudis qu'il a fait placer des panneaux de couleurs devant ceux-ci pour ne pas que les riches touristes voient notre misère.

Oui, il y en a des raisons pour que vous, madame Lemay, de Sainte-Hyacinthe, vous ne puissiez payer des petits voyages en Floride comme le font, avec notre argent, tous les sales juges et députés.

Les braves travailleurs de la Vickers et ceux de la Davie Ship les savent ces raisons, eux à qui l'on n'a donné aucune raison pour les crisser à la porte. Et les gars de Murdochville que l'on a écrasés pour la seule et unique raison qu'ils voulaient se syndiquer et à qui les sales juges ont fait payer plus de deux millions de dollars parce qu'ils avaient voulu exercer ce droit élémentaire. Les gars de Murdochville la connaissent la justice, et ils en connaissent des tas de raisons.

Oui, il y en a des raisons pour que vous, monsieur Lachance, de la rue Sainte-Marguerite, vous alliez noyer votre rage dans la bière du chien à Molson. Et toi, Lachance fils, avec tes cigarettes de mari...

Oui, il y en a des raisons pour que vous, les assistés sociaux, on vous tienne de génération en génération sur le bien-être social. Il y en a des tas de raisons, les travailleurs de la Domtar à Windsor et à East Angus les savent. Et les travailleurs de la Squibb et de la Ayers, et les gars de la Régie des Alcools, et ceux de la Seven Up, et les gars de Lapalme en savent des tas de raisons.

Les travailleurs de Du Pont of Canada en savent, eux aussi, même si, bientôt, ils ne pourront que les donner en anglais (ainsi, assimilés, ils iront grossir le nombre des immigrants néo-québécois, enfants chéris du bill 63).

Et les policiers de Montréal auraient dû les comprendre ces raisons, eux qui sont les bras du système ; ils auraient dû s'apercevoir que nous vivons dans une société terrorisée parce que, sans leur force, sans leur violence, plus rien ne fonctionnait le 7 octobre !

Nous en avons soupé du fédéralisme « canadien » qui pénalise les producteurs laitiers du Québec pour satisfaire aux besoins anglo-saxons du Commonwealth : qui maintient les braves chauffeurs de taxi de Montréal dans un état de demi-esclavage en protégeant honteusement le monopole exclusif de l'écurant Murra y Hill et de son propriétaire-assassin Charles Horshorn et de son fils Paul qui, à maintes reprises, le soir du 7 octobre, arracha des mains de ses employés le fusil de calibre 12 pour tirer sur les chauffeurs et blesser ainsi mortellement le caporal Dumas, tué en tant que manifestant ; qui pratique une politique insensée des importations en jetant un à un dans la rue les petits salariés des textiles et de la chaussure, les plus bafoués au Québec, au profit d'une poignée de maudits « money-makers » roulant Cadillac ; qui classe la nation québécoise au rang des minorités ethniques du Canada ?

Nous en avons soupé, et de plus en plus de Québécois également, d'un gouvernement de mitaines qui fait mille et une acrobaties pour charmer les millionnaires américains en les suppliant de venir investir au Québec, la Belle Province, où des milliers de milles carrés de forêts, remplies de gibiers et de lacs poissonneux, sont la propriété exclusive de ces mêmes seigneurs tout puissants du XX^e siècle ; d'un hypocrite à la Bourassa qui s'appuie sur les blindés de la Brink's, véritable symbole de l'occupation étrangère au Québec, pour tenir les pauvres « natives » québécois dans la peur de la misère et du chômage auxquels nous sommes tant habitués ; de nos impôts que l'envoyé d'Ottawa au Québec veut donner aux boss anglophones pour les « incité », ma chère,

à parler français, à négocier en français ; repeat after me : « cheap labor means : main-d'œuvre à bon marché » ; des promesses de travail et de prospérité, alors que nous serons les serviteurs assidus et les lèche-bottes des big shoyts, tant qu'il y aura des Westmounts, des Town of Mount Royal, des Hampstead, des Outremont, tous ces véritables châteaux-forts de la haute finance de la rue Saint-Jacques et de Wall Street, tant que nous tous, Québécois, n'aurons pas chassé par tous les moyens, y compris la dynamite et les armes, ces big boss de l'économie et de la politique, prêts à toutes les bassesses pour mieux nous fourrer.

Nous vivons dans une société d'esclaves terrorisés, terrorisés par les grands patrons. Steinberg, Clark, Bronfman, Smith, Neapole, Timmins, Geoffrion, J.-L. Levesque, Hershorn, Thompson, Nesbitt, Desmarais, Kierans (à côté de ça, Rémi Popol la garcette, Drapeau le dog, Bourassa, le serin des Simard, Trudeau la tapette, c'est des peanuts).

Terrorisés par l'Église capitaliste romaine, même si ça paraît de moins en moins (à qui appartient la place de la Bourse ?), par le paiement à rembourser à la House Hold Finance, par la publicité des grands maîtres de la consommation, Eaton, Simpson, Morgan, Steinberg, General Motors... ; terrorisés par les lieux fermés de la science et de la culture que sont les universités, et par leurs singes-directeurs Gaudry et Dorais, et par le sous-singe Robert Shaw.

Nous sommes de plus en plus nombreux à connaître et à subir cette société terroriste, et le jour s'en vient où tous les Westmount du Québec disparaîtront de la carte.

Travailleurs de la production, des mines et des forêts, travailleurs des services, enseignants et étudiants, chômeurs, prenez ce qui vous appartient, votre travail, votre détermination et votre liberté. Et vous, les travailleurs de la General Electric, c'est vous qui faites fonctionner vos usines ; vous seuls êtes capables de produire, sans vous General Electric n'est rien !

Travailleurs du Québec, commencez dès aujourd'hui à reprendre ce qui vous appartient, prenez vous-mêmes ce qui est à vous. Vous seuls connaissez vos universités, vos syndicats, n'attendez pas d'organisations miracles !

Faites vous-mêmes votre révolution dans vos quartiers, dans vos milieux de travail. Et si vous ne le faites pas vous-mêmes, d'autres usurpateurs-technocrates ou autres remplaceront la poignée de fumeurs de cigares que nous connaissons maintenant, et tout sera à refaire.

Vous seuls êtes capables de bâtir une société libre.

Il nous faut lutter, non plus un à un, mais en s'unissant, jusqu'à la victoire, avec tous les moyens que l'on possède, comme l'ont fait les patriotes de 1837-1838 (ceux que notre sainte mère l'Église s'est empressée d'excommunier pour mieux se vendre aux intérêts britanniques).

Qu'aux quatre coins du Québec ceux qu'on a osé traiter avec dédain de lousy French et d'alcooliques entreprennent vigoureusement le combat contre les matraqueurs de la liberté et de la justice et mettent hors d'état de nuire tous ces professionnels du hold-up et de l'escroquerie : banquiers, business men, juges et politiciers vendus.

Nous sommes des travailleurs québécois et nous irons jusqu'au bout. Nous voulons remplacer avec toute la population cette société d'esclaves par une société libre, fonctionnant d'elle-même et pour elle-même, une société ouverte sur le monde.

Notre lutte ne peut être que victorieuse. On ne tient pas longtemps dans la misère et le mépris un peuple en réveil.

Vive le Québec libre !

Vive les camarades prisonniers politiques !

Vive la révolution québécoise !

Vive le Front de libération du Québec !

Le F.R.A.P. contre 15 ans de dictature sur Montréal

Ecrasés depuis 15 ans par un autocrate qui vante les mérites de la « démocratie directe », les travailleurs de Montréal s'organisent pour la première fois dans le Front d'Action Politique (F.R.A.P.).

Composé uniquement de travailleurs, le F.R.A.P. vise à obtenir un assainissement de l'administration municipale et des réformes en faveur des défavorisés, victimes de la politique de prestige du maire Drapeau : Exposition universelle, Jeux olympiques, métro fastueux pour les riches, etc.

Au lendemain de l'enlèvement du diplomate Cross par le F.L.Q., le F.R.A.P. se déclare publiquement solidaire des objectifs exprimés dans le Manifeste du F.L.Q.

A la veille de l'élection municipale du dimanche 25 octobre, le ministre fédéral du Travail, M. Marchand déclare : « Nous avons de bonnes raisons de penser que le F.L.Q., grâce à une façade qui s'appelle le F.R.A.P., présenterait des candidats aux élections de Montréal et qu'il veut perturber le climat électoral au moyen d'explosions de toutes sortes et en procédant même à d'autres enlèvements ou encore en tuant des gens. »

Poursuivant l'escalade du chantage le maire Drapeau, briguant sa réélection, prophétise : « Si les candidats du F.R.A.P. sont élus, les rues de Montréal seront transformées en rivières de sang. »

Résultat du terrorisme des pouvoirs en place : le F.R.A.P., auquel tous les observateurs accordaient au moins 10 sièges dans l'élection de dimanche, n'en obtient aucun, bien qu'il recueille entre 18 % et 28 % des voix dans plusieurs quartiers populaires.

La révolution palestinienne et les juifs

Henry Rosengart

« Notre révolution palestinienne tend la main à tous ceux qui veulent combattre avec elle pour vivre dans une Palestine tolérante et démocratique, sans discrimination de race, de couleur ou de religion. »

Cette déclaration faite au Caire par El Fath, le 28 janvier 1969 et reproduite dans « La Révolution Palestinienne et les Juifs » (1), ressemble étrangement aux propos tenus par les dirigeants révolutionnaires noirs d'Afrique du Sud à destination des Afrikanders... Ce qui la caractérise en premier lieu, c'est qu'elle met l'accent sur le combat pour la Palestine future. Autrement dit, elle rompt radicalement avec les bavardages stériles concernant la possibilité actuelle d'une « Palestine démocratique, laïque et unifiée ». Cette possibilité actuelle n'existe pas. La lutte du peuple palestinien sera longue, et c'est son développement même qui « créera de nouvelles conditions de vie rendant possible une nouvelle Palestine » (op. cit., p. 48). Une Palestine destinée à appartenir aux Palestiniens de toutes confessions et de toutes origines : « Dans une interview fameuse, Abou Iyad, un officier du Fath, a réaffirmé que non seulement les Juifs progressistes antisionistes, mais même des sionistes actuels qui manifesteraient la volonté d'abandonner leur idéologie raciste, seront les bienvenus comme citoyens palestiniens. » (ibid., p. 54). Autrement dit, il dépend d'abord des Palestiniens juifs (actuellement Israéliens) que la lutte soit la moins longue possible. Comme l'a déclaré un autre officier du Fath, Abou Hassan : « Plus tôt les Juifs de Palestine rejoindront la révolution, plus tôt se construira la Palestine de demain. » Le même Abou Hassan vient d'ailleurs de révéler que ce processus est déjà déclenché : des Palestiniens juifs combattent dès à présent dans les rangs de la révolution palestinienne, donc de leur révolution...

Dans un précédent article, nous avons parlé des « Achbals », les enfants palestiniens éduqués précisément dans la perspective de la coexistence future dans un Etat antiraciste. Il suffit d'approcher ces adolescents pour envisager l'avenir avec confiance et être forcé d'admettre que la résistance palestinienne accomplit un travail profondément révolutionnaire dans les masses.

— Confirmant ainsi « qu'un mouvement de libération progressiste ne peut pas être inspiré par la vengeance ni être déterminé par le racisme qui caractérise son ennemi dans son désir de conquête. » (ibid., p. 24).

Règle générale : tout raciste est réactionnaire ; tout réactionnaire est raciste. Réactionnaire et raciste dans son essence même (puisqu'il se propose dès l'origine la création d'un Etat fondé sur une entité purement juive), le sionisme est condamné à disparaître. De même qu'est condamné à la disparition l'Etat raciste d'Afrique du Sud où pése actuellement l'hégémonie de

3.600.000 blancs (dont les deux tiers sont établis depuis 300 ans...). On pourrait se poser la même question des « garanties » au sujet de ces derniers, et récuser la parole des dirigeants révolutionnaires noirs sud-africains qui insistent, eux aussi, sur le fait qu'il n'est absolument pas question de « jeter les blancs à la mer ». En Afrique du Sud comme en Palestine, il n'y a pas d'autres « garanties » que la révolution elle-même et son développement.

Bien entendu, pour accepter ce que nous venons d'affirmer, il faut commencer par vouloir soi-même la révolution et donc, d'une part, avoir intérêt à la faire, et d'autre part, ne pas être atteint de ce que le Fath appelle la « schizophrénie morale ».

Cette « schizophrénie morale » — barrière psychique qui empêche de voir ce qui est — est sous-jacente au racisme. C'est le racisme qui, en Palestine, dès l'origine du mouvement sioniste — comme l'a écrit A. Kœstler (ibid., p. 38) — a fait que « chaque Juif, marxiste ou non, se considère comme un membre de la race élue et considère l'Arabe comme son inférieur. » En d'autres termes comme ce fut le cas, jadis et naguère pour les Juifs en Europe les Palestiniens ont, aux yeux des sionistes le tort suprême... d'exister.

Le tort d'exister

C'est cette logique du « refus de l'autre » que Jean Baubérot, dans un livre qui vient de paraître (2), a su minutieusement analyser, démontrant que le peuple palestinien connaît aujourd'hui une situation « existentielle » étrangement semblable à celle que connaissent autrefois les communautés juives dans l'Europe chrétienne.

En effet, pour justifier les pires atrocités antijuives, les classes dominantes chrétiennes ont inventé le concept de « déicide » : tout juif étant « déicide » à la naissance, toute horreur à son encontre restait en-deçà de sa culpabilité suprême... De même, pour justifier l'oppression des Palestiniens, les dirigeants sionistes (avec l'aide généreuse de la quasi-totalité de la presse bourgeoise occidentale) imposèrent à l'« opinion » qu'Israël reste sous une menace permanente de « génocide », par le fait de « cent millions d'Arabes fanatisés » (ou 80, ou 60 millions, peu importe, le racisme n'est jamais à quelques dizaines de millions près !). Ainsi, les atrocités (très réelles, celles-là !) commises par l'armée israélienne de 1948 à nos jours se trouvent d'avance justifiées — pire : presque totalement ignorées du public ! Le voile noir d'une prétendue menace de génocide s'interpose entre la réalité et des millions d'hommes atteints de « schizophrénie morale ».

Jean Baubérot revient de loin. Pro-sioniste durant son adolescence, grand admirateur des kibboutzniks, il procédera à une implacable remise en cause de ses options premières — « révision déchirante »

qui ne s'arrêtera pas à mi-chemin : en rompant avec le sionisme, — une telle rupture étant la « seule possibilité de rester solidaire des Juifs » (p. 10) — c'est avec l'idéologie dominante de l'« impérialisme occidental et chrétien » que Baubérot va rompre. C'est dire que son antisionisme ne procède nullement d'un pro-arabisme néo-gaullien à odeur de pétrole mais d'une authentique prise de conscience révolutionnaire. D'origine protestante, profondément influencé par le judaïsme qui lui servit jadis d'arme culturelle contre l'aliénation religieuse ressentie dans le cristianisme, l'auteur raconte à la fois l'histoire de sa désaliénation et celle du conflit palestinien-sioniste qui y est intimement lié.

Livre d'une originalité et d'une richesse étonnantes où l'examen autocritique chevauche l'étude historique.

Non seulement l'abondance de faits, de dates, de citations, d'arguments à l'appui en font l'ouvrage indispensable à tous ceux — militants ou non — que le problème palestinien concerne de près, mais ce livre est (ce qui ne gâte rien) remarquablement bien écrit !

Si remarquablement bien écrit et bien composé qu'un éditeur (parmi tous ceux auxquels il fut proposé et qui le refusèrent) est allé jusqu'à proposer à l'auteur un contrat sur n'importe quel autre sujet — excepté celui-là !

Pourquoi tant de réticences ? D'abord, parce que Baubérot traite d'un sujet presque tabou (cf. ce qu'en pense la presse...); ensuite parce que ses arguments sont incontestables ; enfin et surtout parce que ce livre met en cause toute notre intelligentsia « de gauche », à commencer par les milieux de l'édition eux-mêmes. Il revient en effet à dire à nos intellectuels : je suis parti du même point que vous ; voici où j'en suis aujourd'hui ; qu'avez-vous fait pour tenter de trahir votre classe ?

Personne n'aime qu'on appuie un doigt sur sa plaie. « Le tort d'exister » a failli ne pas être édité. Il a fallu le courage de l'équipe de « Frères du Monde » pour qu'il voit le jour. Nul doute qu'on tentera maintenant de faire peser sur lui le silence de la « critique ». La campagne du silence qui s'exerce depuis plusieurs mois sur « La Révolution Palestinienne et les Juifs » n'épargnera pas non plus l'ouvrage de Jean Baubérot. Les armes contre-révolutionnaires de la bourgeoisie sont variées et parfois subtiles. Aux lecteurs d'extrême gauche de contre-attaquer. □

(1) « La Révolution Palestinienne et les Juifs » (reproduction intégrale d'une série d'articles publiés début 1970 à Beyrouth par « Fath », organe officiel du Fath). Les Editions de Minuit, 72 pages, 5 F.

(2) « Le tort d'exister », par Jean Baubérot, éd. Ducros, coll. « Documents - Frères du Monde », 264 pages, 12 F.

Librairie

TRIBUNE SOCIALISTE

EDITIONS MASPERO

- LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE ARABE, N. Weinstock 5,90
- LA PENSEE DE CHE GUEVARA, M. Lowy 5,90
- HISTOIRE DE LA REVOLUTION CULTURELLE PROLETARIENNE EN CHINE, Jean Daubier 18,80
- CONTRE LE COURANT, Lénine-Zinoviev en deux vol. Chaque 15,00
- L'INSURRECTION ARMEE, A. Neuberg 15,00
- L'AGE DE L'IMPERIALISME, H. Magdoff 18,10
- OUVRIERS FACE AUX APPAREILS 18,10
- MILITARISME, GUERRE, REVOLUTION, Karl Liebknecht 23,70
- LES 31 SEANCES OFFICIELLES DE LA COMMUNE DE PARIS 15,00
- CE QUE TOUT REVOLUTIONNAIRE DOIT SAVOIR DE LA REPRESSION, Victor Serge 5,90

LE SEUIL

- CUBA EST-IL SOCIALISTE ?, R. Dumont 6,50
- FIDEL CASTRO, H.-L. Matthews 25,00
- LA SECONDE GUERRE D'INDOCHINE, W. Burchett 18,00
- LES COMMUNARDS, J.-P. Azema et M. Winock 7,00
- LE JEU MONDIAL DES PETROLIERS, D. Bau-chard 6,50

EDITIONS ANTHROPOS

- MARX et ENGELS, D. Riazanov 15,00
- LA THEORIE DU MATERIALISME HISTORIQUE, N. Boukharine 20,00
- L'ECONOMIE MONDIALE ET L'IMPERIALISME, N. Boukharine 15,00
- LA PENSEE POLITIQUE DE GRAMSCI, J.-M. Piotta 22,10
- LE SOCIALISME CUBAIN, Hubermann et Sweezy 22,10
- INTRODUCTION A L'ECONOMIE POLITIQUE, R. Luxembourg 22,10

E.D.I.

- PANNEKOEK ET LES CONSEILS OUVRIERS, S. Bricianer 19,20
- LA CONCEPTION MATERIALISTE DE LA QUESTION JUIVE, A. Léon 16,20
- VERS DE NOUVELLES LUTTES OUVRIERES, R. Chevallier 4,00
- LA REVOLUTION D'OCTOBRE ET LE MOUVEMENT OUVRIER EUROPEEN 12,50
- LA GUERRE ET LA REVOLUTION - LES GUERRES D'ASIE, P. Naville 18,50
- LE SOCIALISME FRANÇAIS ET LE POUVOIR, M. Perrot et A. Kriegel 11,50
- LENINE, G. Lukacs 5,90
- BLANQUI, M. Dommanget 9,50

Ouvert de 9 h à 19 h

Samedi de 9 h à 13 h

54, bd Garibaldi, Paris 15^e

C.C.P. 58.26.65

Un communiqué du Secours Rouge Génocide, complot et résistance

A l'appel du *Croissant Rouge Palestinien*, 35 médecins et infirmiers du *Secours Rouge* sont partis en Jordanie pour aider la Résistance Palestinienne.

A côté de son travail militant contre la répression en France, le *Secours Rouge* a manifesté ainsi sa volonté concrète de solidarité internationale.

Face à la tentative de génocide perpétrée par l'impérialisme mondial et le fantoche Hussein, le *Secours Rouge* s'opposant à la position prétendument neutre et humanitaire de la Croix Rouge Internationale, s'est résolument mis dans le camp de la Révolution.

Notre témoignage

« Hussein a la situation bien en main... », « La résistance palestinienne est écrasée... », tels étaient les titres de la grande presse au moment de notre départ.

Or, la réalité est tout autre ! Et si nous pouvons l'affirmer, c'est que nous étions au cœur de la population palestinienne contrairement aux journalistes confinés dans la zone tenue par l'armée d'Hussein.

OUI, il y a eu tentative de GENOCIDE contre les Palestiniens ! Et nous pouvons rapporter un grand nombre de faits précis :

Nous avons vu les effets de destruction sauvage et minutieuse des hôpitaux et en particulier du grand hôpital d'Achrafie ; après l'avoir bombardé avec des chars, les Bédouins ont achevé les blessés et détruit tout le matériel à la grenade. Lors de notre arrivée, une odeur affreuse régnait dans l'hôpital. Dans le charnier creusé rapidement, se trouvaient de nombreuses têtes d'enfants et il était facile d'imaginer le sort qu'Hussein leur

avait réservé... Dans les salles, on pouvait voir les traces des rafales de mitraillettes à hauteur des lits, et le sol était couvert de nombreuses flaques de sang, témoins de cette extermination sauvage.

Dès le premier jour, tous les réservoirs d'eau avaient été détruits ainsi que les canalisations menant aux quartiers populaires, et nous avons vu les résultats du bombardement systématique des camps et quartiers populaires, surtout Djebel Hussein et Wahdat, qui ne visaient pas les combattants, mais bien la population civile. Les moyens employés étant le mitraillage maison par maison et les obus au phosphore.

Enfin, cette volonté de génocide s'est aussi traduite par le blocus complet de tout secours médical :

- les médecins humanitaires ayant été mis sous le contrôle de l'armée de Hussein ;

- ceux du *Secours Rouge* ayant été bloqués à la frontière syro-jordanienne pendant 10 jours ;

- les médecins palestiniens ayant été arrêtés et leurs dispensaires détruits.

OUI, il y a un COMLOT international contre les Palestiniens ! En effet, la volonté des impérialistes d'appliquer le plan Rogers, nécessite la destruction physique de la Résistance, et quelques faits précis permettent d'apprécier la nature de ce complot. Nous pouvons affirmer que participent à ce complot : l'impérialisme américain bien sûr, mais aussi les sionistes et la plupart des régimes arabes. Cela se traduit par la présence de mercenaires venus d'Iran, du Pakistan, d'Arabie Saoudite aux côtés des bédouins ; ou bien encore par des mouvements de troupes irakiennes à Zarka, favorables à l'armée d'Hussein ; enfin, la découverte de nom-

breux obus et roquettes israéliens dans Amman témoigne de l'aide sioniste au régime fantoche.

Tout ceci montre l'importance des obstacles qu'aura à surmonter la Révolution Palestinienne avant de remporter la victoire.

NON, la Résistance Palestinienne n'est pas écrasée ! En effet, les 3/4 de la ville d'Amman, c'est-à-dire tous les quartiers populaires, sont contrôlés par la milice palestinienne et les forces royales n'y pénètrent pas. Notamment après le couvre-feu, ce n'est pas l'armée d'Hussein qui patrouille mais bien la milice qui assurait ainsi notre sécurité pour les soins d'urgence.

Loin d'être démoralisé par le récent complot, le peuple possède une détermination renforcée : chaque famille construit son abri, accumule armes et munitions, stocke eau et nourriture, montrant ainsi sa volonté de continuer la lutte, renforcée par le soutien de plus en plus actif de la population jordanienne.

Tous ces faits témoignent de la réalité de la Révolution et l'on voit qu'il y a loin entre cette réalité et l'image qu'en ont donnée les journalistes « objectifs ».

Notre travail à Amman

Dès le début, nous avons reçu un accueil chaleureux de la population : chacun voulant améliorer nos conditions de travail en apportant l'eau qui était rare, la nourriture, prêtant sa maison pour installer une consultation et ce malgré les nombreuses privations. Pour eux, nous n'étions plus des étrangers, nous étions des médecins au service de la Révolution.

Le blocus de Hussein a malheureusement été efficace et tous les blessés graves étaient morts à notre arrivée.

Nous avons cependant soigné des brûlures au phosphore, extrait de nombreux éclats d'obus et des balles, pratiqué quelques amputations, paré de nombreuses plaies souvent anciennes.

En fait, notre travail a surtout consisté en une médecine d'Hygiène et d'Epidémiologie, s'adressant surtout aux enfants.

Nous avons aussi vu de nombreux civils torturés : fractures de côtes, hématomes géants, plaies crâniennes, etc., qui venaient d'être libérés. Ils faisaient partie des 23 000 emprisonnés qui ont été relâchés pendant notre séjour, ce qui donne une idée de l'ampleur des arrestations.

Enfin, une expérience intéressante a été le fait de soigner des soldats jordaniens ; le Fath qui nous l'avait demandé se chargeant d'expliquer à la population l'importance politique d'un tel geste.

Ce lien entre notre travail et les organisations révolutionnaires, nous l'avons eu de façon permanente et à travers nos nombreuses questions, nous avons pu comprendre que pour pallier les insuffisances sanitaires, les organisations étaient en train de mettre en place les bases d'une médecine révolutionnaire en direction de la population tant palestinienne que jordanienne.

En effet, la Révolution n'a pas à compter sur les organismes humanitaires ; dans un tel combat, personne ne peut se prétendre neutre ; le Comité International de la Croix Rouge en est le meilleur exemple.

Etant par ses statuts sous l'autorité jordanienne et bien que possédant un matériel formidable et un personnel très nombreux :

- il ne soigne pas les blessés palestiniens, ou encore ne nous ravitaillait pas en médicaments ;

- surtout, ayant toujours refusé d'entrer dans les quartiers popu-

lares, il déclare qu'il n'y a plus rien à faire à Amman.

La population a bien compris ce qu'est le CICR et a toujours refusé de faire confiance à sa « neutralité ».

Nos perspectives

Nos tâches militantes ne sauraient se terminer avec notre retour.

Le fait qu'il ait été possible dans les conditions d'urgence de l'appel du *Croissant Rouge Palestinien*, de réunir 35 militants, médecins et infirmiers est un fait politique de première importance et est perçu comme tel par la Résistance et le peuple palestinien.

Nous utiliserons cette expérience pour populariser la lutte du peuple palestinien contre le complot impérialo-sioniste.

Tous ceux qui, en France, soutiennent les peuples en lutte contre l'impérialisme mondial et ses valets doivent se tenir prêts à intervenir en Palestine ou ailleurs, aux côtés des camarades des autres pays, dont beaucoup étaient présents en Jordanie.

Aujourd'hui les besoins sont immenses. Les camarades du *Croissant Rouge Palestinien* nous demandent d'organiser dès maintenant :

- le départ de médecins, infirmiers, spécialistes surtout chirurgiens et pédiatres pour des périodes de plusieurs mois et de tenir prêts des équipes d'urgence semblables aux nôtres en fonction de la situation ;

- de poursuivre l'envoi de matériel médico-chirurgical.

La lutte sanitaire est aussi une lutte politique et les militants médecins et infirmiers du *Secours Rouge* sont prêts à continuer en France la lutte sur ce Front.

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître :

16 - Les Travailleurs immigrés. Le numéro 1,00 F.

Numéros disponibles :

N° 8-9 - Histoire du P.S.U.

N° 13 - Les petits commerçants et la crise du commerce.

N° 14-15 - Histoire des groupes trotskystes.

●

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal. C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

Petite annonce

Cherche d'urgence emploi de codificatrice ou classement.

Ecrire à « T.S. ».

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin

ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

**SIMON
DU DÉSERT**

critique socialiste

Au sommaire du n° 2

Antonio Gramsci : « La conquête de l'Etat ».

Jean-Gérard Sender : « Sur la hiérarchie des salaires ».

Pino Ferraris : « Notes sur l'automne chaud en Italie ».

Christian Leucate : « L'Humanité rouge et le front uni ».

Serge Mallet : « Contrôle ouvrier, parti et syndicat II ».

Prix au numéro : 5 F

Abonnement (6 num.) 24 F - Etranger : 32 F

C.C.P. Editions Syros Paris 19.706.28

54, boulevard Garibaldi



Du "bonheur des dames" à Merlebach

Jacques Ferlus

Les vendeuses du rayon parfumerie sont presque toujours jeunes et bien souvent jolies. Elles utilisent avec goût et discrétion les produits qu'elles vendent. En plus elles doivent servir à la publicité. Elles sourient aussi, mais ne vous y trompez pas, cela fait également partie de leur contrat de travail. Gare à elles si on les surprenait à froncer les sourcils. Rien ici ne favorise l'épanouissement : la musique, les annonces publicitaires, la lumière, l'air irrespirable. Il y a aussi la surveillance permanente des chefs-flics : « Pourquoi vous êtes-vous assise ? » — « Mettez de l'ordre dans votre rayon » — « Vous n'avez pas vu que madame attend depuis deux minutes ? » Derrière le rimel des vendeuses du rayon parfumerie il y a la fatigue, l'énervement, l'exploitation... Pourtant dans tous les grands magasins ce rayon est le plus coté, le plus recherché.

A l'alimentation ou à la droguerie d'un magasin à grande surface (Carrefour, Suma, etc.), seul le client peut encore croire que la demoiselle du rayon est une vendeuse. Ici il n'est pas utile d'avoir une expérience professionnelle, il suffit d'être dégourdie et ensuite honnête. Ici on pèse, on mesure, on emballe, on encaisse, on entretient son rayon... On se fatigue, on s'épuise mais on débite. C'est tout ce qu'on vous demande pour quelques centaines de francs par mois.

La distribution commerciale s'est

industrialisée, dans tous les rayons comme dans les réserves on n'emploie pratiquement plus que des manœuvres.

Nouvelles machines, nouvelle exploitation

Malgré sa gueule noircie de charbon et ses mains qui ne pourront jamais plus devenir blanches, le mineur de Merlebach ne se trouve pas totalement à l'opposé de la vendeuse. Même si son univers n'est pas fait de clinquant, de lumière, de musique. Même si le noir, la lueur d'une lampe, le risque sont pour lui le lot quotidien.

Chaque jour il extrait cinq tonnes de charbon. Il est champion d'Europe de la production. Cette semaine il travaille de nuit, la prochaine ce sera l'après-midi, puis le matin. Ces bouleversements d'horaires ajoutent une fatigue supplémentaire à celle du travail proprement dit.

Aujourd'hui dans les grands magasins on a inventé les nocturnes qui posent aux employés les mêmes problèmes qu'aux mineurs.

Les mineurs de Merlebach sont donc réputés pour leurs hautes performances dans le domaine de la productivité. Leur direction affirme qu'ils doivent arriver à faire mieux encore. Pour cela elle vient d'équiper la mine de machines nouvelles

qui vont tourner 21 heures par jour, alors que les anciennes ne fonctionnaient que 13 heures. Pour pouvoir suivre le rythme de la machine on a décidé que les mineurs travailleraient en quatre équipes au lieu de trois. Quelle importance si cela doit nuire encore plus à l'équilibre et à la santé des travailleurs ! D'ailleurs on va en licencier un bon nombre. Car les nouvelles machines et les nouveaux horaires suffiront pour augmenter la production.

Dans les grands magasins aussi on a inventé de nouvelles machines pour vendre plus : les grandes surfaces. Avec moins de travailleurs et une nouvelle organisation de la distribution il est désormais possible d'augmenter considérablement le chiffre d'affaires. Qu'importe si les conditions de travail ne font qu'empirer !

Les deux grandes luttes de l'automne

Longtemps, trop longtemps, les travailleurs des grands magasins ont supporté sans rien dire les brimades du patronat. Parfois le syndicalisme essayait de se manifester, mais on savait éliminer rapidement ces agitateurs. Longtemps les employés des grands magasins n'ont pas eu conscience d'être des travailleurs comme les autres. Mais le patronat n'a pas été capable de profiter de cette situation. A trop

vouloir jouer sur la division — dans certains magasins il y a presque autant de salaires que d'employés —, à trop vouloir faire régner la crainte et la peur il a permis à la conscience ouvrière de se réveiller dans tous les rayons. Il ne manquait à cette conscience que l'occasion de s'organiser.

Ce détonateur, ce sera la grève de la faim de quelques militants aux Nouvelles Galeries de Saint-Laurent-du-Var et de Lille. Quelques hommes déterminés ont réussi à faire reculer le patronat et obtenu de substantiels avantages pour des milliers de travailleurs.

Aujourd'hui à Merlebach, trois militants syndicaux ont, eux aussi, entamé une grève de la faim pour que la lutte de tous leurs camarades soit plus efficace.

Depuis le retour des vacances des conflits plus ou moins durs, mais aussi significatifs les uns que les autres, ont éclaté dans les grands magasins : Saint-Etienne, Nice, Albi, Aix-en-Provence, Nantes, Reims, toute la région parisien-

ne. A Chambéry, la grève a duré 16 jours. Aux Galeries Lafayette, les clients ont applaudi la délégation des employés qui a traversé le magasin pour se rendre à la direction.

A Paris 10 000 employés ont défilé dans la rue. C'était pour ce secteur la première manifestation depuis plus de vingt ans, c'était aussi la première grande manifestation ouvrière depuis la rentrée.

Aujourd'hui à Merlebach se déroule la première grande grève de cette même rentrée.

Un même combat

Les mineurs ont quant à eux, une solide expérience ouvrière, notamment en matière de grève. A Merlebach, 75 % des effectifs ont rapidement débrayé et ils sont capables de tenir longtemps si le patronat en manifeste le désir en ne répondant pas à leurs revendications. Ils possèdent un fonds de secours de

200 000 francs que seule la C.F.T.C. en ne soutenant pas le mouvement empêche d'utiliser. Mais les mineurs savent se battre, même sans argent.

Dans leurs revendications ils demandent que le bouleversement des horaires ne se fasse pas à leur détriment. A quoi cela sert-il d'augmenter la production s'il y a moins d'emplois, si les conditions de travail restent les mêmes ou empireront. Ils veulent aussi que leurs salaires ne soient plus calculés « à la tâche » c'est-à-dire proportionnel au tonnage extrait par une équipe, mais en fonction du poste qu'ils occupent. Ainsi ils auront la possibilité de contrôler la production. Comme il faut bien que la grève soit concrétisée par des avantages matériels, ils demandent des primes supplémentaires pour le travail de nuit, une révision de la convention collective et des grilles de salaires.

Et si la grève se prolongeait à Merlebach, les mineurs d'autres bassins pourraient bien la rejoindre.

Pour les employés des grands magasins la lutte est aussi importante. Eux aussi doivent obtenir de profondes améliorations de leurs conditions de travail, peut-être même plus que les mineurs. Ils réclament aussi une augmentation de l'ordre de 10 % et des salaires qui ne soient pas inférieurs à mille francs par mois. Ils se battent également pour une convention collective nationale qui n'existe pas encore. La lutte des travailleurs des grands magasins est une lutte d'avant garde dans le secteur très attardé du commerce qui occupe pourtant 1.400.000 salariés.

Pour les mineurs, ce qui se passe au « Bonheur des Dames » démontre qu'on ne peut jamais écraser totalement la classe ouvrière, il y a toujours un moment où elle se relève. Quand les vendeuses en mini-jupes regardent du côté de Merlebach, elles y apprennent que depuis toujours pour obtenir la moindre chose il faut se battre et savoir se battre.

Semaine de grève dans les P.T.T.

Lundi dernier les travailleurs des P.T.T. ont entamé, à l'appel de la C.G.T., C.F.D.T. et F.O. une semaine de grève qui devrait être dans tous les cas supérieure à 24 h.

Les P.T.T. sont, dans le secteur public, parmi les plus défavorisés et les travailleurs ont quelques raisons de se lancer dans une lutte qui aura pour première conséquence un retard dans le paiement des salaires par l'intermédiaire de chèques postaux.

Ces grèves sont justifiées. Les travailleurs sont les victimes de la politique de modernisation entamée par les P.T.T. On licencie à tour de bras, on mute à tous les azimuts sans se soucier des difficultés sociales qui en découlent.

Dans le même temps la durée du travail reste la même et certains secteurs manquent de personnel. Beaucoup d'agents n'ont pas deux jours consécutifs de repos chaque semaine. C'est le règne de l'inefficacité et de l'inorganisation.

Pourtant on n'est pas avare de bonnes intentions de réforme. L'année dernière une

commission avait proposé un plan réaliste de reclassement de tout le personnel. Hélas, il fallait 300 millions. On en a trouvé 58 qui ont été affectés à des mesures sans rapport avec le plan proposé.

L'année dernière encore, il y a eu le fameux contrat de réforme des catégories C et D, les plus basses du personnel. Cette réforme est tellement étalée dans le temps (5 ans) que les travailleurs n'en retireront pratiquement pas de bénéfices.

Cette année on devait voir ce qu'on devait voir et le ministre avait proposé quelques mesures positives dans le budget 71. M. Giscard d'Estaing s'est empressé de les rayer de la liste.

Depuis le mois de janvier plus de 300 actions de grève ont eu lieu dans les P.T.T., plus d'une par jour. C'est dire le mécontentement des travailleurs. On ne peut hélas pas dire que ces grèves aient fait avancer le problème d'ensemble. Cette fois on est décidé à frapper un grand coup, la semaine d'action sera peut être le début d'une offensive efficace.



Bron : centre aéré ferme

Bron est une commune de la banlieue de Lyon dans laquelle on a construit de nombreux grands ensembles ces dernières années. Il faut bien loger les travailleurs.

Dans toutes les nouvelles cités, les enfants sont très nombreux et rien n'est prévu pour leurs loisirs. Ils traînent. Des bandes se forment. Face à cette situation, à Bron, les parents s'organisent et demandent la création d'un centre aéré permanent. Après une dizaine d'années de réclamations et d'action, le centre aéré est enfin construit et solennellement inauguré au mois de mai dernier.

Durant les grandes vacances, il fonctionne à plein temps. A la rentrée des classes, les parents s'aperçoivent que le centre n'est plus ouvert, pas même le jeudi. Seules, quelques écoles l'utilisent pour le tiers temps pédagogique. Les enfants de Bron continuent de traîner dans les rues.

C'est alors que la section du P.S.U. lance une action en vue d'obtenir la réouverture. Le 17 oc-

tobre dernier, les enfants et leurs parents ont été conviés par un tract à se rendre au centre aéré. On avait même mis en place un système de ramassage par cars. Cinq cents gosses et leurs parents se sont trouvés devant la porte close du centre aéré. On n'a pas voulu la leur ouvrir. Ils auraient pu l'enfoncer. « Mais on va leur montrer qu'on est capable de jouer ensemble sans rien casser », déclarent les enfants. Des moniteurs, les organisateurs avaient pensé à tout, emmènent tout ce petit monde jouer dans les bois proches.

Les parents sont restés là et un meeting se tient. On explique comment les notables du pays ont voulu s'approprier le centre aéré au lieu d'en faire un véritable service public ouvert à tous.

Aux dernières nouvelles, le centre n'est pas encore ouvert, mais les parents sont bien décidés à tout mettre en œuvre pour y parvenir. D'ores et déjà, ils sont d'accord pour exiger que les enfants puissent le fréquenter gratuitement.

400 agriculteurs au Mans

Le mardi 20 octobre après-midi, environ 400 agriculteurs dont plusieurs femmes remplissaient la salle des Concerts au Mans, où se déroulait la vente de trois fermes appartenant au centre hospitalier du Mans et situées à Etival-lès-Le Mans.

A l'heure de la vente les responsables syndicaux ont pris la parole : MM. Coulon, président de la F.D.S.E.A. de la Sarthe, Louzier président du C.D.J.A. et Rouleau représentant la section nationale des Fermiers et Métayers. Tour à tour les trois intervenants ont expliqué les inquiétudes des fermiers. M. Coulon a ainsi résumé l'objet de la manifestation : « calmement, fermement, énergiquement, dans la dignité, nous voulons poser un problème. En évitant des enchères trop importantes, nous voulons permettre à ceux qui cultivent la terre de conserver leur outil de travail. Ce qui nous anime, c'est la résolution de défendre la justice dans le calme et la dignité. »

Quant à M. Louzier il a précisé : « Pour les agriculteurs qui cultivent une ferme, qui tout à coup est vendue, il s'agit de savoir quelle liberté on défend : celle de celui qui possède la terre ou celle de celui qui

travaille ? Au nom de la liberté, nous voulons nous opposer à toute surenchère pour conserver aux fermiers leur outil de travail : la terre. »

Bien sûr il fut question des projets de lois fonciers actuellement en discussion au Sénat. Sommairement M. Rouleau rappela comment ils enlevaient aux fermiers le peu de sécurité que leur reconnaissait le statut du fermage.

Au moment de passer aux ventes tout se déroula comme l'avaient prévu les agriculteurs.

Pour les deux premières fermes, seuls les fermiers mirent « enchère ». Leurs fermes leur furent alors adjugées. Pour la troisième puisqu'un autre acquéreur s'était manifesté, les agriculteurs, avant la mise à prix demandèrent debout : « un bail au fermier ».

Après quelques appels « au civisme » de la part de l'administrateur de l'Hôpital, sous le rire des agriculteurs qui criaient « tu touches 2 % » les responsables de la vente ont déclaré « la séance levée ».

Dans ces conditions la vente n'a pas eu lieu.

● **Lock-out**

Soixante ouvriers de la SAFE (Société des Aciers Fins de l'Est) à Hagondange, se sont mis en grève pour obtenir une augmentation de salaires. La direction de l'usine a aussitôt décidé le lock-out. 230 travailleurs sont les victimes de la répression patronale.

● **Lille - Roubaix
Tourcoing**

Les responsables des transports de Lille-Roubaix-Tourcoing ont de la suite dans les idées. Depuis six semaines ils refusent d'accéder aux revendications des travailleurs, malgré les arrêts de travail de 24 heures. Les travailleurs sont également déterminés : ils viennent d'accomplir leur cinquième grève en un mois et désormais ils arrêteront le travail pour 48 heures.



● **Femmes en colère**

Le 31 décembre prochain la CIPEL (piles électriques) fermera les portes de son usine de Lanquetot (Seine-Maritime). Cent travailleuses se retrouveront au chômage. Elles viennent de décider de se lancer dans une lutte pour être reclassées sur place. Il semble qu'elles ne pourront aboutir que si l'usine Cipel continue sa production. Cela n'est possible que si les travailleurs décident d'un contrôle de la production et d'un refus d'évacuer les lieux.

● **Simca**

Cette fois les élections professionnelles chez Simca se sont déroulées à peu près régulièrement. Bien que conservant la majorité, la C.F.T. a perdu 1 800 voix dans la consultation pour le comité d'entreprise. C'est la C.G.T. qui en tire profit avec 3 % de voix supplémentaires et deux délégués élus.

● **Assassinat d'un
travailleur**

Un ouvrier de l'usine Péchiney-Saint-Gobain à Saint-Fons (Rhône) est mort brûlé alors qu'il s'apprêtait à vidanger un autoclave de chlorure de vinyl. Les travailleurs de l'usine ont observé une grève de 24 heures pour protester contre l'absence de mesures de sécurité efficaces.

● **Echec à la répression**

Après 8 jours de grève, les travailleurs de l'usine Polyfibres à Remiremont (Vosges) ont obtenu la réintégration du secrétaire du syndicat C.G.T. licencié abusivement. Du coup le personnel d'une usine annexe se trouve syndiqué à 100 %.

● **Michelin**

Les travailleurs de Michelin se sont mis en grève le 20 octobre pour obtenir des augmentations de salaires et une réduction de la durée du travail. A la très paternaliste entreprise de Clermont-Ferrand, on ne revient pas d'une telle indiscipline ouvrière.

● **C.N.E.S.**

Déclenchée de 30 septembre la grève du CNES à Brétigny se poursuit. La direction refuse d'accéder aux revendications salariales des travailleurs, même si elle leur assure qu'ils n'auront pas à souffrir de leur prochaine mutation à Toulouse. En attendant, l'ensemble des usines du CNES a observé une grève de solidarité pendant 24 heures. D'ores et déjà le programme spatial français a pris un retard considérable.

● **Répression**

Un militant C.F.D.T. de l'entreprise C.G.F. de Sens a dû être hospitalisé d'urgence pour suivre une cure de sommeil. Depuis deux ans on lui reprochait son appartenance syndicale et pour cette raison il subissait les persécutions patronales. On lui confiait des travaux de moins en moins intéressants. Il était le seul ouvrier de l'usine encore pointé. Il était surveillé en permanence. Derrière cette entreprise de démolition : le patron et ses complices de la C.F.T.

Sur le front des luttes



La lutte de l'African National Congress

J. Makatini

Il faut d'abord définir la forme de colonialisme bien spécifique que subit l'Afrique du Sud : d'abord il y a 3 millions d'Européens qui y vivent contre 15 millions d'Africains, alors que dans d'autres pays comme l'Ouganda il n'y a que quelques fonctionnaires européens. D'autre part, ce colonialisme n'a plus de racines extérieures.

En 1948 il y eut prise de pouvoir fasciste quand le parti néo-nazi remporta les élections sur le mot d'ordre de l'apartheid. (Nota : seuls les Blancs avaient et ont encore le

L'insurrection à ses débuts a pris la forme de sabotages de bâtiments gouvernementaux qui se sont avérés peu efficaces et les militants ont décidé de passer à la guérilla. Les problèmes militaires posés à l'A.N.C. sont à considérer en termes d'encerclement : en effet les pays frontières de l'Afrique du Sud sont liés politiquement et militairement au régime nazi de Vorster (Afrique du Sud-Ouest, Rhodésie de Ian Smith et Mozambique portugais). Seul le Botswana, au nord peut représenter une politique de

La lutte des camarades de l'A.N.C. a également un caractère anti-impérialiste important. Outre les 3 milliards de livres à investir par la Grande-Bretagne et la création d'un complexe industriel financé par la France, l'Allemagne de l'Ouest et le Portugal d'une part, et par l'Afrique du Sud d'autre part au Mozambique, nous savons bien les liens qui unissent la France et le régime nazi de Vorster. En effet, la France livre des armes de toutes sortes à l'Afrique du Sud, sous prétexte d'une éventuelle défense contre les Etats voisins ou d'une agression russe ou chinoise. Or, l'agression sur le continent africain est le fait de l'Afrique du Sud contre les pays progressistes ou avec les pays réactionnaires contre les partisans de la liberté et du socialisme. Cet armement, bien qu'officiellement déclaré comme ne pouvant servir qu'à se défendre contre une attaque extérieure, est très efficace dans les opérations de police et de répression. Mais il y a plus grave encore : les camarades de l'A.N.C. affirment la présence d'experts antiguérilla français dans l'armée nationale sud-africaine.

Les camarades de l'A.N.C. mettent en évidence le processus qui pourrait amener la France, pour sauvegarder ses intérêts impérialistes à créer un nouveau Vietnam en Afrique australe.

Notre solidarité avec les camarades de l'A.N.C. doit être effective, non seulement contre les fabrications et l'envoi d'armes françaises en Afrique du Sud, mais contre l'impérialisme français et européen dans le domaine de la prospection et de l'exploitation minière (or, uranium et diamant), ainsi que contre le contrat passé entre la France, l'Allemagne de l'Ouest, le Portugal et l'Afrique du Sud pour la construction du barrage de Cabora Bassa.

La solidarité internationaliste impose que nous utilisions tous les moyens qui sont à notre disposition pour faire échec à l'aide française au nazi Vorster et à sa clique et que nous aidions les camarades de l'A.N.C. le plus efficacement possible.



droit de vote.) L'opposition africaine s'est regroupée dans la constitution d'un front anti-apartheid composé alors d'intellectuels et d'ouvriers. Ce front comprenait alors et encore maintenant des militants marxistes, chrétiens, non marxistes, etc., mais le fait qu'il n'existe pas de bourgeoisie nationale en Afrique du Sud a favorisé une orientation révolutionnaire.

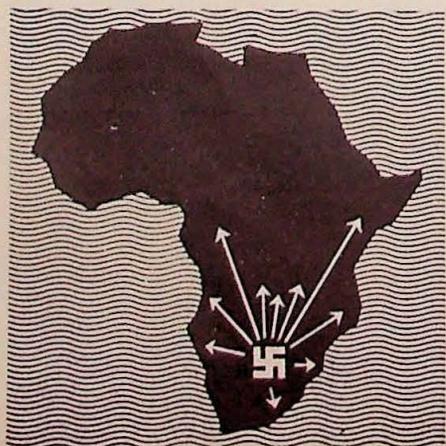
Dans un premier temps, les pratiques de l'A.N.C. étaient pacifistes et surtout inspirées du gandhisme, mais l'échec de ces pratiques les a amenés à adopter un programme d'actions plus militantes telles que les grèves et les boycotts. Ces formes d'actions encore pacifistes n'aboutirent pas à la liberté politique comme ce fut le cas dans d'autres pays africains comme l'Ouganda. En 1960, l'African National Congress a été déclaré illégal ce qui a contraint les militants à passer dans la clandestinité et à se préparer à la lutte armée. Comme il n'y a pas de service militaire indigène en Afrique du Sud ils durent acquérir leur formation militaire à l'extérieur, c'est-à-dire dans des pays qui ont été victorieux dans une guerre de libération nationale, tels que l'Algérie, la Chine, l'U.R.S.S. et Cuba.

solidarité anti-apartheid avec l'A.N.C., mais ce pays est très lié économiquement à l'Afrique du Sud. Face à cette coalition des régimes réactionnaires sud-africains, la réplique révolutionnaire fut une liaison entre les différents mouvements de libération (M.P.L.A., en Angola, FRELIMO, au Mozambique) aussi bien sur le plan politique actuellement que sur le plan militaire dans un proche avenir.

Le but actuel des camarades de l'A.N.C. est d'étendre la guérilla des frontières à l'intérieur du pays, ce qui portera des coups sérieux au régime et qui renforcera l'implantation ouvrière et intellectuelle du front par les masses paysannes.

Pour agir ainsi, ils ont à lutter politiquement au sein de l'Organisation de l'Unité Africaine dont la préoccupation en Afrique australe est uniquement de faire abolir les lois raciales et qui ne soutient pas toujours ceux qui se battent pour débarrasser le continent des colons. Mais les camarades de l'A.N.C. sont résolus à suivre l'exemple courageux des Palestiniens qui luttent contre la Ligue arabe pour les mêmes raisons.

M. Makatini est le chef de la représentation de l'A.N.C. à Alger.



Nota : Ceux qui pourraient être choqués par l'appellation nazi doivent savoir que Vorster a été emprisonné deux ans par les Anglais pendant la Seconde guerre mondiale parce qu'il était le chef du parti nazi en Afrique du Sud.